

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



**RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION
BUDGETAIRE
PREMIER TRIMESTRE 2016**

Mai 2016

PLAN

| | |
|--|-----------|
| SIGLES ET ABREVIATIONS | 3 |
| CONTEXTE | 4 |
| I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL | 4 |
| 1.1 Recettes fiscales | 6 |
| 1.2 Les recettes non fiscales..... | 15 |
| II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL..... | 15 |
| II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel..... | 17 |
| a) Les dépenses ordinaires hors personnel : | 17 |
| b) Les dépenses en capital sur ressources internes : | 20 |
| II.1.2 Dépenses de personnel | 24 |
| II.1.3. Ressources extérieures..... | 26 |
| III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR..... | 28 |
| III.1 Les comptes d'affectation spéciale | 28 |
| III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR) | 28 |

Liste des Tableaux et Annexes :

Liste des Tableaux

- Graphique 1 : Evolution des principales lignes de recettes du premier trimestre 2016 (en milliards FCFA).*
- Graphique 2 : Répartition des principales lignes de recettes au premier trimestre 2016.*
- Graphique 3 : Répartition de la contribution des principaux secteurs du tertiaire au premier trimestre 2016*
- Graphique 4 : dette publique au 31 mars 2016 et 2015 (en milliards)*
- Graphique 5 : Evolutions de la masse salariale en 2016 (en milliards FCFA)*
- Graphique 6 : Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel (en milliards FCFA)*
- Graphique 7 : Evolution des effectifs de la fonction publique en 2016*
- Graphique 8 : Situation du FNR à fin mars 2016*

Liste des Tableaux

- Tableau 1: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31 mars 2016 (en milliards)..... 16*
- Tableau 2: Service de la dette publique au 31 mars 2016 (en milliards)..... 18*
- Tableau 3: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement 19*
- Tableau 4 : Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants 20*
- Tableau 5 : Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat..... 21*
- Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital 23*
- Tableau 7: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général en glissement annuel.. 23*
- Tableau 8: Niveau comparé de la Masse salariale par mois à fin mars 2016 (en milliards FCFA) 24*
- Tableau 9 : Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier trimestre 2016..... 28*
- Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier trimestre 2016..... 28*

Liste des Annexes

- ANNEXE 1: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 mars 2016 en FCFA..... 30*
- ANNEXE 2: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 31 mars 2016 31*
- ANNEXE 3 : Situation provisoire d'Exécution budgétaire par section et par titre.....33*

SIGLES ET ABREVIATIONS

| | |
|---------------|---|
| AE | Autorisation d'exécution |
| CEDEAO | Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CESE | Conseil économique, social et environnemental |
| CFA | Communautés financières d'Afrique |
| FMI | Fonds monétaire international |
| FNR | Fonds national de Retraite |
| FSIPP | Fonds de Sécurisation des Importations de produits pétroliers |
| IADM | Initiative d'Allègement de la Dette multilatérale |
| IMF | Impôt minimum forfaitaire |
| IS | Impôt sur les sociétés |
| PPTE | (initiative en faveur des) Pays pauvres très endettés |
| PSE | Plan Sénégal Emergent |
| PTF | Partenaires Techniques et financiers |
| SIGFIP | Système intégré de gestion des Finances publiques |
| TBS | Taxes sur les biens et services |
| TEC | Tarif extérieur commun |
| TVA | Taxe sur la valeur ajoutée |
| CFCE | Contribution forfaitaire à la charge des employeurs |

CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte, pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2016, de l'exécution de la loi n° 2015-23 du 18 décembre 2015 portant loi de finances de l'année. Il est destiné à l'information des citoyens ainsi que de leurs représentants à l'Assemblée nationale, conformément à l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances.

Le rapport décrit la situation d'exécution des recettes internes et externes ainsi que des dépenses du budget général, pour le premier trimestre 2016, tout en procédant à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

Il importe cependant de souligner que les crédits alloués aux postes diplomatiques et consulaires du Ministère des Affaires étrangères et des sénégalais de l'Extérieur, mobilisés par autorisation d'exécution (AE), ne sont pas retracés dans la présente situation d'exécution. En effet, ces structures situées à l'extérieur du pays ne sont pas encore connectées au Système intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFIP), ce qui ne permet pas une disponibilité immédiate de leurs données budgétaires.

Mais cette insuffisance du système d'information est en train d'être corrigée progressivement et l'objectif du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan est de se rapprocher de plus en plus de l'exhaustivité, pour une information complète des utilisateurs du rapport trimestriel d'exécution budgétaire.

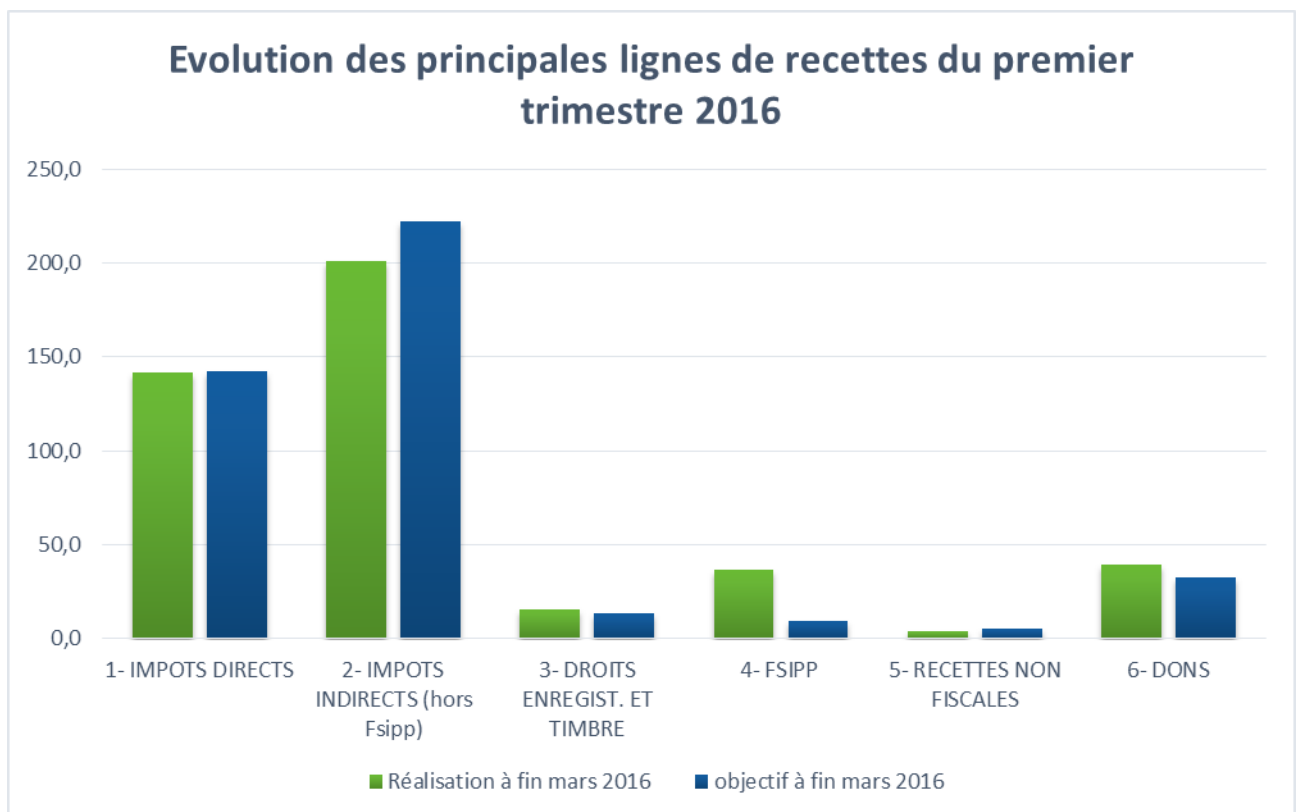
I. RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

A la fin du premier trimestre 2016, les ressources internes du budget général de l'Etat sont recouvrées à hauteur de 440,2 milliards de francs CFA (milliards FCFA). Elles sont constituées de recettes fiscales (397 milliards FCFA), de recettes non fiscales (4 milliards FCFA) et de dons (39,2 milliards FCFA). Ces réalisations trimestrielles, comparées à l'objectif de la loi de finances pour l'année 2016, laissent apparaître un taux de réalisation global de 20,1%.

Comparativement au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2015, il se dégage un glissement positif de **9,1%** hors dons, soit une progression en valeur absolue de **33,3 milliards**.

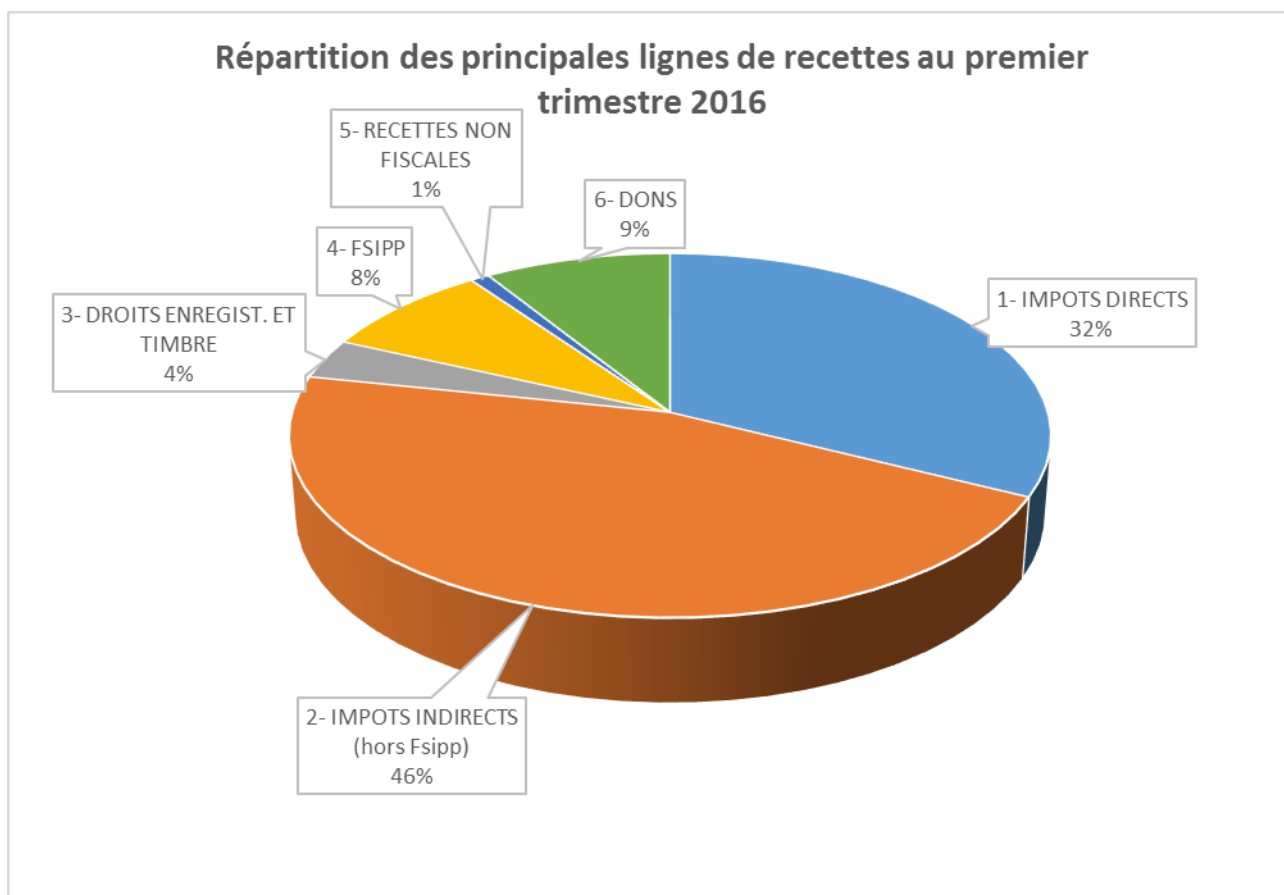
Cette bonne tenue générale des recettes est principalement en liaison avec les performances enregistrées en matière Fonds de Sécurisation des Importations de Produits pétroliers (FSIPP) (**+ 26,8 milliards**), de droits d'enregistrement et de timbre (**+2,2 milliards**) et du Prélèvement de 1% sur le chiffre d'affaires des entreprises de télécommunications (**+1 milliard**).

Graphique 1 : évolution des principales lignes de recettes du premier trimestre 2016 (en milliards FCFA).



L'observation de la part relative des grandes lignes de recettes confirme la nette prédominance des impôts indirects (**46%**) et des impôts directs.

Graphique 2 : Répartition des principales lignes de recettes au premier trimestre 2016.



1.1 Recettes fiscales

- Les impôts directs

Les impôts directs recouverts durant le premier trimestre de l'année 2016 se chiffrent à **141,9 milliards FCFA** contre un objectif de **142,7 milliards FCFA**, soit une moins-value de **0,8 milliard FCFA** provenant des impôts sur les salaires retenus à la source. Comparativement à la même période de 2015, la ligne « impôts directs » réalise un glissement positif de **10,6 milliards FCFA**, soit un bond de **8,1%** en valeur relative.

- ❖ S'agissant de l'impôt sur les sociétés, les réalisations ont connu une moins-value de 0,7 milliard sur le trimestre. Comparée à la même période de l'année précédente, la ligne est en progression de 3,1 milliards et ce, malgré la suppression de la mesure de relèvement du plafond du tarif de l'impôt du minimum forfaitaire. Pour rappel, ce relèvement avait permis à la DGID d'engranger, en 2015, un surplus de recettes d'environ 2,5 milliards FCFA.

La campagne de recouvrement du premier acompte d'impôt sur les sociétés s'est relativement bien déroulée. Les sous-secteurs qui ont le plus contribué sont les télécoms (17,6 milliards FCFA), les autres services notamment portuaires (3,6

milliards FCFA), les banques et services financiers (3,4 milliards FCFA) et le BTP (2,09 milliards FCFA).

En glissement, les progressions les plus importantes ont été notées au niveau des sous-secteurs des Télécoms (+3,23 milliards FCFA), des Services portuaires (+1,27 milliard FCFA), des Industries extractives (+0,39 milliard FCFA) et du Commerce pétrolier (+0,32 milliard FCFA).

En revanche, la baisse de la contribution des sous-secteurs de la Farine (-0,7 milliard FCFA), du Commerce hors pétrole (-0,67 milliard FCFA), des Banques et services financiers (-0,55 milliard FCFA), des Industries alimentaires (-0,52 milliard FCFA), des BTP (-0,24 milliard FCFA) et du Tabac (-0,22 milliard FCFA) a pesé négativement sur les performances de la ligne « impôts sur les sociétés ».

Il n'est pas prudent, à ce stade, de rattacher ces résultats à la conjoncture économique. Une analyse plus poussée de cette ligne sera effectuée à la troisième échéance c'est-à-dire au mois de juin, après paiement du solde de l'IS. Toutes les données pour affiner l'analyse au regard de la situation économique de l'exercice 2015 seront alors disponibles.

Tableau 1 : Evolution du premier acompte d'IS des principaux sous-secteurs d'activités entre 2015 et 2016.

| SOUS-SECTEURS | GLISSEMENT | |
|--------------------------------|------------|---------|
| | ABSOLU | RELATIF |
| TELECOMMUNICATIONS | 3,23 | 22% |
| SERVICES PORTUAIRES | 1,27 | 54% |
| INDUSTRIES EXTRACTIVES | 0,39 | 86% |
| COMMERCE PETROLE | 0,32 | 29% |
| TABAC | - 0,22 | -48% |
| BTP | - 0,24 | -10% |
| ALIMENTAIRE | - 0,52 | -27% |
| BANQUES ET SERVICES FINANCIERS | - 0,55 | -14% |
| COMMERCE HORS PETROLE | - 0,67 | -25% |
| FARINE | - 0,70 | -47% |

- ❖ L'impôt sur le revenu est ressorti au cours du premier trimestre 2016 à 69,2 milliards FCFA. Par rapport à l'objectif trimestriel retenu dans par le Comité chargé du cadrage de la LFI 2016, la ligne connaît une plus-value de 0,3 milliard FCFA. Le glissement annuel est positif de 6 milliards. Dans le détail, ce glissement reflète les performances des lignes « IR-RAS SALAIRES » (+2,7 milliards) et « retenues à la source sur les bénéfices non commerciaux (BNC) » (+3,3 milliards). Pour le cas spécifique de la ligne « Retenue BNC », la tendance baissière a été inversée avec une plus-value sur le trimestre de 1,4 milliard et un glissement positif de 3,3 milliards. Cette embellie serait due au reversement des retenues à la source opérées par les entreprises pétrolières sur les sommes versées à leurs assistants techniques étrangers. Pour ce qui concerne l'acompte sur les importations, aucune réalisation n'a été enregistrée sur le trimestre. Cette moins-value de 1,2 milliard a impacté

négativement les performances de la ligne « impôt sur le revenu ». Une situation imputable au retard dans la transmission des ordres de paiement. Un rattrapage est, cependant, attendu sur les prochains mois de l'année 2016.

- ❖ Le recouvrement de la contribution forfaitaire à la charge des employeurs (CFCE) est en moins-value de 0,1 milliard par rapport à l'objectif et en glissement négatif de 0,3 milliard par rapport au premier trimestre 2015.

Dès l'annonce, dans la LFI, d'un prélèvement supplémentaire de 15% sur le produit de la CFCE destiné au financement de la formation professionnelle, la DGID avait alerté sur les éventuelles difficultés que cela aurait sur la quote-part budgétaire.

Grâce à un effort constant d'élargissement de l'assiette, les services travaillent à inverser la tendance ou, dans une moindre mesure, contenir les difficultés qui s'annoncent dans les prochains mois.

- ❖ Pour la ligne « IRVM/IRC », les recettes recouvrées sur le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2016 s'établissent à **13,9 milliards**. Comparées à l'objectif arrêté à **12,4 milliards** dans la loi de finances initiale, il se dégage une plus-value de **1,5 milliard FCFA** soit un taux d'exécution de **112,09 %**. Comparativement à 2015, la ligne enregistre un glissement positif de **21,7 %** soit une progression en valeur absolue de **2,5 milliards FCFA**.

Le paiement du premier acompte des RAS/RVM est opéré dans les 20 premiers jours du mois de janvier de chaque année. Cet acompte est calculé sur la moitié du revenu distribué l'année précédente. Chaque année, après la distribution, et au plus tard le 20 juillet, il est procédé à une liquidation définitive des retenues à opérer. L'analyse en profondeur de cette ligne ne pourra donc se faire qu'à partir du troisième trimestre, c'est-à-dire après le paiement du solde de l'impôt.

- ❖ La taxe de plus-value immobilière (TPVI) est ressortie à 0,7 milliard sur un objectif de 1 milliard. La moins-value ainsi dégagée est de 0,3 milliard. Le taux d'exécution sur cette ligne est 70%. Comparées à la même situation de l'année dernière, les recettes en matière de TVPI sont en baisse de 0,1 milliard soit un recul de 9,2 %.
- Au même titre que les droits d'enregistrement, la TPVI subit la baisse de moitié de son taux qui est aussi passé de 10 à 5%.

- Les impôts indirects

Les impôts indirects recouverts au titre du premier trimestre ressortent à **201,2 milliards FCFA**. Rapportées à un objectif arrêté à **221,8 milliards FCFA**, il se dégage une moins-value de **-19,6 milliards FCFA** provenant essentiellement des taxes sur bien et services intérieurs (-6,4 milliards FCA) et les recettes recouverts au cordon douanier (-13,2 milliards FCFA).

✓ Recettes indirectes intérieures

Dans le détail, la TVA intérieure hors pétrole (-1,8 milliard) et les taxes spécifiques hors pétrole (-1,7 milliard) et la taxe sur les activités financières (-0,9 milliard) ont connu des moins-values qui ont entamé les plus-values constatées sur les autres recettes intérieures.

S'agissant de la TVA intérieure hors produits pétroliers, les performances seront analysées sur la base de l'évolution de l'activité dans les différents segments de l'économie nationale.

❖ Secteur secondaire

Le secteur secondaire a contribué pour **16,05 milliards** à la TVA intérieure exigible hors pétrole au premier trimestre 2016 contre **16,06 milliards** à la même période en 2015. La TVA versée par les entreprises du secondaire est portée pour l'essentiel par les cimenteries (**5,79 milliards**), les industries du grain et de la farine (**3,21 milliards**) et du BTP (**2,44 milliards**).

Tableau 2 : Variations des agrégats de la Tva intérieure HP du secteur secondaires des années 2015 et 2016 (en milliards)

| | CA BLOBAI | CA NON SOUMIS TVA | CA TAXABLE | TVA BRUTE | DEDUCTIONS | TVA NETTE | CREDIT |
|-------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| AUTRES INDUSTRIES | -10 500 152 592 | 6 499 335 236 | 546 330 595 | -47 602 280 | -1 038 058 811 | 807 091 004 | -1 334 302 971 |
| BOISSONS | 2 675 806 727 | 121 461 303 | 809 563 536 | -385 659 623 | 535 630 439 | -75 848 260 | 53 335 963 |
| BTP | -19 934 048 755 | -34 021 732 002 | 10 633 773 579 | 580 612 658 | 4 715 114 568 | 439 370 315 | 3 390 770 631 |
| CIMENT | 8 741 149 572 | 849 213 464 | 6 569 205 477 | 398 406 292 | -136 776 185 | 1 339 463 425 | 33 542 595 |
| ENERGIE | -46 978 410 712 | -22 041 898 086 | -24 970 011 353 | -4 625 675 533 | -2 269 828 873 | -498 803 485 | 3 134 130 405 |
| FARINE | 2 959 744 850 | -707 491 188 | 1 460 202 526 | 457 726 468 | 130 583 438 | 619 032 084 | -18 064 514 |
| HUILE | -2 781 758 947 | -231 236 264 | -2 597 611 762 | -466 443 232 | -2 109 404 256 | 18 000 | -1 640 992 379 |
| INDUSTRIES ALIMENTAIRES | 7 722 588 693 | 1 445 313 048 | 6 448 991 698 | 931 912 319 | -5 623 420 397 | 404 882 994 | -6 894 649 478 |
| INDUSTRIES CHIMIQUES | 47 875 113 572 | 42 529 492 621 | 1 658 151 296 | -265 022 346 | -174 330 872 | 63 266 017 | -824 021 466 |
| INDUSTRIES EXTRACTIVES | 42 855 696 085 | 76 088 137 476 | 2 418 821 685 | 304 387 059 | 457 369 055 | 280 619 568 | 675 233 704 |
| INDUSTRIES MECANIQUES | -2 538 676 522 | -4 694 966 213 | 1 348 011 862 | -142 498 908 | -6 002 761 568 | 363 979 955 | -113 171 590 |
| INDUSTRIES PLASTIQUES | 9 801 289 322 | 1 411 985 038 | 6 233 514 949 | 1 274 668 417 | 1 457 021 328 | 161 886 968 | 2 082 174 124 |
| INDUSTRIES TEXTILES | 428 529 856 | 732 755 523 | -91 569 937 | -62 127 623 | -29 123 686 | 8 338 232 | 18 485 000 |
| LAIT | 10 268 426 944 | 4 742 575 956 | 5 814 850 988 | 391 949 562 | -531 103 864 | -616 727 645 | 3 515 494 905 |
| SUCRE | -12 722 965 659 | -489 641 072 | -12 233 324 587 | -801 473 278 | -789 701 072 | 0 | 11 772 206 |
| TABACS | 1 442 485 264 | 720 569 010 | 721 917 255 | 129 945 106 | 3 199 935 154 | -3 310 676 395 | 763 197 128 |

L'activité économique du secteur secondaire s'est bien comportée sur le premier trimestre 2016 malgré un ralentissement noté au mois de janvier (+2.2%). Cette bonne tenue générale s'est également traduite dans l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises présentes dans le secteur qui a globalement augmenté **39,3 milliards** par rapport au premier trimestre de 2016. Il s'agit notamment de celles de l'industrie laitière (+10,2 milliards), l'industrie chimique (+47,87 milliards), la Cimenterie (+8,7 milliards) et l'industrie extractive (42,85 milliards).

En revanche cette embellie du chiffre d'affaires n'a pas beaucoup impacté la TVA nette reversée par les entreprises. Et pour cause, le CA non soumis à la TVA a connu une

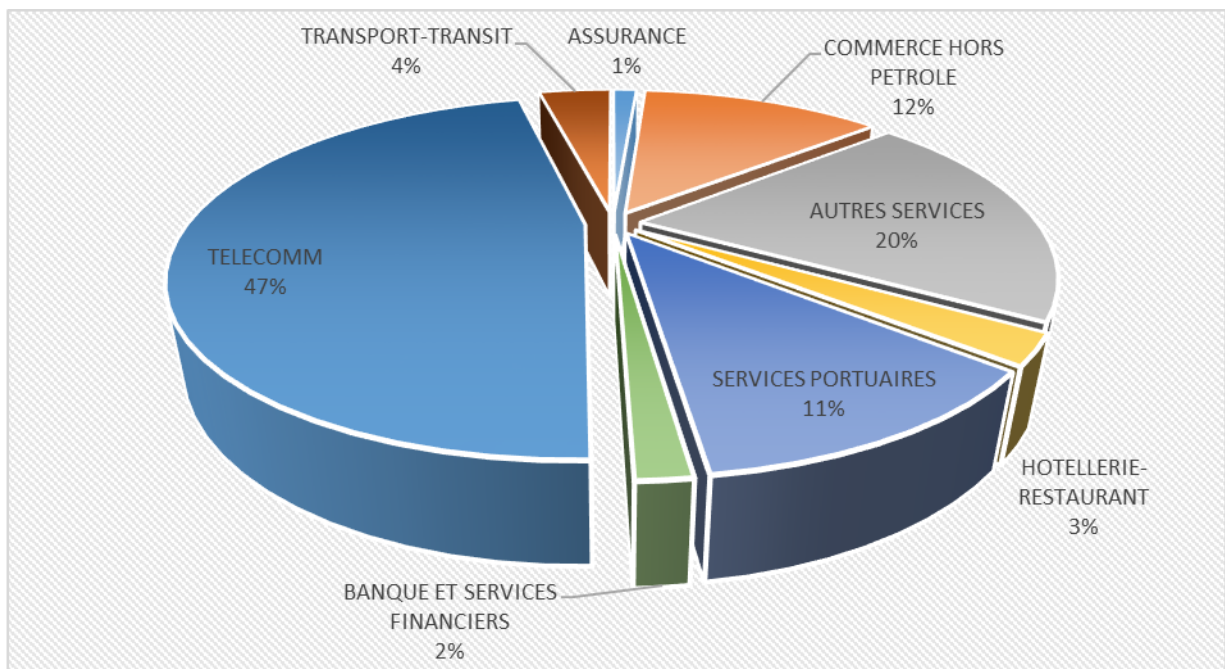
hausse significative sur le trimestre (+72 milliards). Cette augmentation est plus accentuée dans les industries extractives et la Chimie¹.

Les déductions de TVA ont également baissé de 8,2 milliards.

❖ Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a contribué à hauteur de **17,2 milliards** à la TVA exigible du premier trimestre 2016 contre **11,74 milliards** à la même période de l'année précédente. La TVA versée par les entreprises du tertiaire est portée pour l'essentiel par les sous-secteurs des télécommunications (**8,46 milliards**), des services portuaires (**1,9 milliard**) et du commerce hors pétrole (**2,15 milliards**). En comparant le premier trimestre de 2016 à celui de 2015, on note un accroissement de **5,46 milliards**.

Graphique 3 : Répartition de la contribution des principaux secteurs du tertiaire au premier trimestre 2016



L'activité économique au premier trimestre 2016 s'est globalement bien tenue. Comparativement à la même période de 2015, l'activité dans le secteur tertiaire a enregistré une croissance moyenne de 7,5% imputable aux transports, aux télécommunications, aux services financiers et au commerce.

La Tva nette reversée par le sous-secteur des transports a augmenté de 0,2 milliard sur le trimestre suivant le dynamisme noté dans l'activité aux mois de décembre 2015 (+43,5%), janvier 2016 (+21,8%) et février 2016 (+33 %) en glissement.

¹ Sont considérées comme relevant de l'industrie chimique, les entreprises qui s'adonnent à la fabrication de produits pharmaceutiques, de savons, de produits chimiques de base et de produits chimiques divers.

Le sous-secteur de l'hôtellerie et de la restauration qui a vu son chiffre d'affaires augmenter de 15,5 milliards semble retrouver le chemin de la croissance. Cette augmentation est corroborée par le niveau de l'activité en accroissement moyen sur le trimestre de 27,6%. Cette embellie notée ne s'est pas traduite dans la TVA nette reversée par le sous-secteur (-0,19 milliard) du fait de la hausse des déductions.

En revanche, les reversements de TVA des entreprises du sous-secteur des Télécoms sont en hausse de **2,4 milliards** par rapport à la même période de 2015 passant de **5,6 milliards à 8 milliards**. La conjoncture économique favorable de ce premier trimestre n'est pas étrangère à ces performances. En effet, l'activité économique du sous-secteur est ressortie en hausse en glissement au cours des mois de décembre 2015, janvier 2016 et février 2016 pour 1,6%, 4,3% et 5,3% respectivement.

✓ Recettes indirectes recouvrées au cordon douanier

Les recettes recouvrées au cordon douanier au 31 mars 2016 se chiffrent à 98,8 milliards FCFA, compte non tenu des arriérés 2015 de SENELEC qui ont déjà atteint 9,4 milliards francs CFA à la même date. Ce résultat fait ressortir une moins-value de 13,2 milliards de francs CFA par rapport à l'objectif cumulé à fin mars 2016 de 112 milliards de francs CFA. Comparativement aux recettes à fin mars 2015 de 102,6 milliards de francs CFA, il se dégage une baisse de 3,8 milliards de francs CFA en valeur absolue et 3,7% en valeur relative.

La moins-value est essentiellement portée par les lignes pétrolières avec une composante de -9,9 milliards de francs CFA tandis que les lignes hors pétrole enregistrent une moins-value de 3,3 milliards de francs CFA.

La baisse en glissement annuel est le corollaire de celle des recettes pétrolières qui ont chuté de 6 milliards de francs CFA. Au même moment, les recettes non pétrolières ont augmenté de 2,3 milliards de francs CFA.

Il convient néanmoins de faire observer que, malgré la moins-value, le niveau des liquidations douanières à fin mars 2016 ressortit à 125,1 milliards de francs CFA, soit un écart positif de 13,1 milliards de francs par rapport à l'objectif cumulé de recettes de 112 milliards de francs CFA. Ceci est le résultat, d'une part, de la hausse des liquidations concernant les marchandises des troisième, quatrième et cinquième bandes (à 10, 20 et 35%) qui ont crû respectivement de 14,94, 10,75 et 10,35% et, d'autre part, d'une baisse de celles des catégories à 0 et 5% respectivement de 86,74 et 12,98% en valeur relative.

Cette importante moins-value s'explique, d'une part, par le contexte particulier pour les produits pétroliers (2.1), et, d'autre part, par une combinaison de facteurs défavorables à une bonne collecte des recettes douanières (2.2).

Contexte difficile pour une bonne mobilisation des recettes pétrolières

La collecte des recettes pétrolières est marquée, comme c'est le cas depuis quelques années maintenant, par des arriérés sur les importations de la SENELEC (2.1.1) en plus d'une chute importante de l'assiette de calcul des droits et taxes (2.1.2).

Il est aussi important de souligner en passant que la reprise des activités de raffinage de la SAR amorcée depuis quelques mois déjà, quoique salubre, n'a pas non plus été favorable à une bonne collecte des droits de douane sur les produits pétroliers, étant entendu qu'ils ne sont pas dus dans le cas des activités industrielles de ladite société.

Des arriérés de paiement de SENELEC.

L'encours des dettes douanières de SENELEC s'établit à fin mars 2016 à 9,4 milliards CFA. Ces arriérés à eux seuls constituent une bonne part des moins-values pétrolières qui se chiffrent à 9,9 milliards de francs CFA.

Des travaux sont en cours en vue de régler, par une convention de croisement de dettes avec l'Etat du Sénégal, la créance douanière de la SENELEC qui culmine à 119.554.529.434 FCFA.

La baisse de l'assiette des droits et taxes

La baisse des cours du baril Brent entamée depuis quelques mois s'est poursuivie au cours de l'année 2016. EN conséquence, l'assiette des droits et taxes des importations de produits pétroliers qui est fixée par le Comité national des Hydrocarbures (CNH) a connu une baisse importante au premier trimestre 2016. L'impact de cette baisse s'est particulièrement fait sentir pour le gasoil, le super et le fuel 380 à des degrés divers. En valeur relative, ces chutes ont oscillé entre 15 et 40%.

En définitive, des pertes de l'ordre de 5.636.115.074 FCFA ont été enregistrées sur les recettes pétrolières du fait de la baisse de l'assiette, ce qui représente 22,76% des objectifs et 42,74% des réalisations pétrolières à fin mars 2016.

Autres facteurs explicatifs de la moins-value.

A côté des difficultés liées à la mobilisation des recettes pétrolières, d'autres facteurs peuvent expliquer les difficultés de la Douane pour l'exercice 2016. Il en est ainsi du comportement des produits porteurs, de la hausse des dépenses fiscales et des certificats de détaxe.

Baisse des importations de quelques produits porteurs de recettes.

Dans l'échantillon des 50 produits les plus porteurs de recettes, il est globalement observé un repli des importations de certains produits.

Le total de leurs liquidations se chiffre à fin mars 2016 à 62,9 milliards de FCFA contre 68,4 milliards de FCFA à la même période de l'année 2015, soit une chute de 5,5 milliards de FCFA en valeur absolue et 8,04% en valeur relative.

Les produits ayant connu les baisses les plus importantes sont le riz (-1,42 milliard de francs CFA en valeur absolue), les fils machine pour 0,9 milliard de francs CFA et les oignons et échalotes pour 0,4 milliard de FCFA en liquidations douanières.

En sens inverse, certains produits ont connu des hausses de liquidations dans des proportions limitées. C'est le cas du sucre raffiné, l'huile de palme raffinée et les carreaux.

La hausse des dépenses fiscales.

Le niveau important des dépenses fiscales à fin mars 2016 explique aussi, en partie, la moins-value enregistrée au premier trimestre. En effet, celles-ci ont été évaluées à 52,6 milliards de francs CFA contre 44,3 milliards de francs CFA à fin mars 2015, soit une hausse de 8,3 milliards de francs CFA en valeur absolue et 18,73% en valeur relative. Cette augmentation est tirée par la hausse des exonérations liées au Code des investissements.

La hausse des certificats de détaxe

Les certificats de détaxe constituent aussi un élément à ne pas négliger dans l'analyse des résultats de la Douane à fin mars 2016. Les recettes douanières ont été amputées de 1,92 milliard pour le premier trimestre 2016 du fait de la présentation de certificat de détaxe au dédouanement. Leur impact n'était que de 0,85 milliard de francs CFA à la même période en 2015, soit une augmentation de 1,07 milliard de francs CFA en valeur absolue et 125,88% en valeur relative.

- **Le Fonds de Sécurisation des Importations de Produits Pétroliers (FSIPP)**

Au cours du premier trimestre 2016, la ligne « FSIPP » est en plus-value de 26,8 milliards. Comparativement à la même période de 2015, la ligne connaît un glissement positif de 26,2 milliards soit une progression de 252,9 %.

Ce niveau de recouvrement du FSIPP s’expliquerait essentiellement par deux facteurs :

- la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers. En effet, depuis le début d’année 2016, le prix du baril de BRENT se négocie en moyenne sous les 40 dollars/US ;
- en observant l’évolution des importations de pétrole brut, on constate une augmentation des volumes entre 2014 et 2015 (+ 335 000 tonnes). Par contre, depuis juin 2015, nous assistons à une baisse des importations des hydrocarbures raffinés. Cette évolution en sens inverse de ces deux produits corrobore une reprise des activités de raffinage de la SAR au détriment des activités commerciales moins favorables à une bonne collecte du FSIPP. Il a, en effet, été observé une baisse du volume de l’activité commerciale. A fin 2015, cette activité commerciale ne représentait plus que 30% contre 41,25% à fin 2014 selon la Douane.

- **Les droits d’enregistrement et de timbre**

Tableau 3 : glissements des principales lignes de recettes en droits d’enregistrement entre les premiers trimestres 2015 en 2016 (en FCFA).

| | Glissement 2015-2016 | | | TOTAL | |
|---|----------------------|---------------|---------------|-----------------|---------|
| | janvier | février | mars | Absolu | Relatif |
| Autres actes et contrats | - 72 244 453 | - 74 079 783 | 1 355 669 987 | 1 209 345 751 | 272% |
| Droits d'hypothèque et de conservation foncière | - 109 246 711 | 923 492 894 | 86 940 400 | 901 186 583 | 68,6% |
| Droits de bail - Location verbale | 68 011 119 | 312 356 917 | 18 212 532 | 398 580 568 | 221,1% |
| Cession de véhicules | 16 156 145 | 67 365 111 | 101 505 642 | 185 026 898 | 40,9% |
| Marchés administratifs | - 35 461 276 | - 135 834 606 | - 18 898 087 | - 190 193 969 | -15,9% |
| Ventes d'immeubles | - 278 859 859 | - 83 841 771 | - 119 760 835 | - 482 462 465 | -13,1% |
| Droits de mutation | - 1 964 102 834 | 219 413 966 | - 165 691 578 | - 1 910 380 446 | -71,5% |

En ce qui concerne les droits de timbre, une moins-value de 0,1 milliard et un glissement négatif de 0,5 milliard ont été relevés sur trimestre. Les difficultés sont principalement notées sur la ligne « Timbres sur état ». Le relèvement de 20 000 à 100 000 FCFA des sommes soumises aux droits de timbre sur quittance, a sans doute pesé sur le recul enregistré au cours des trois premiers mois de 2016. Ce glissement négatif en matière de Timbre sur état est aussi justifié par les impayés reçus de la SENELEC au cours de ce trimestre (80 millions).

Tableau 4 : glissements des principales lignes de recettes en droits de Timbre entre les premiers trimestres 2015 en 2016 (en FCFA).

| | Glissement 2015-2016 | | | TOTAL | |
|------------------|----------------------|--------------|--------------|---------------|---------|
| | janvier | février | mars | Absolu | Relatif |
| Timbre passeport | - 13 319 300 | 21 336 300 | - 17 877 600 | - 9 860 600 | -1,4% |
| Timbres sur état | 29 980 807 | -527 526 604 | -42 603 451 | - 540 149 248 | -21,7% |
| Visa pour timbre | 3 599 000 | 4 287 700 | 3 482 490 | 11 369 190 | 12,2% |
| Timbre mobile | 22 930 337 | 3 604 805 | 31 437 740 | 57 972 882 | 5,1% |

1.2 Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales constituées des revenus des domaines, de dividendes et intérêts financiers et des autres recettes ressortent à 4 milliards FCFA contre un objectif de 5,3 milliards FCFA. Les moins-values constatées sur cette ligne proviennent essentiellement des revenus du domaine (-1,3 md FCFA), des autres recettes (-0,6 md FCFA) et des dividendes et autres produits financiers (-0,4 md FCFA).

II. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

II.1 Dépenses sur ressources internes

Prévus pour un montant global de 2490,64 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2016, les crédits ouverts en 2016 ont été portés à 2520,816 milliards FCFA par les modifications et les reports de crédits d'investissement.

Les crédits du budget général sont engagés, au 31 mars 2016, à hauteur de 722,66 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 28,67% traduisant, ainsi, un niveau d'absorption des crédits très satisfaisant. En glissement annuel, le montant des engagements a augmenté de 259,43 milliards soit un taux d'accroissement de 56%. Le niveau du taux d'exécution a également progressé de 6,30 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année 2015.

Tableau 1: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31 mars 2016 (en milliards)

| Titre | Prévision (1) | Modifications (2) | Report de crédits (3) | Total prévision (4) = 1+ 2+ 3 | Engagement (5) | taux d'engagement des crédits (6)= 5/4 | Liquidation (7) | Taux de liquidation des engagements (8) = 7/5 | Ordonnancement (9) | Taux d'ordonnancement des liquidations (10)=9/7 | Paiement (11) | Reste à payer ou à prendre en charge (12) = 7 - 9 |
|---|------------------|----------------------|--------------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--------------------|--|-----------------------|--|------------------|---|
| Titre 1- Dette publique | 595,64 | - | - | 595,64 | 145,99 | 24,51% | 145,99 | 100% | 145,99 | 100% | 145,99 | 0,00 |
| Titre 2- Dépenses de personnel | 538,19 | - | - | 538,19 | 135,28 | 25,14% | 135,28 | 100% | 135,28 | 100% | 135,28 | 0,00 |
| Titre 3-Dépenses de fonctionnement | 353,69 | -8,61 | - | 345,08 | 96,34 | 27,92% | 72,98 | 75,76% | 71,52 | 98% | 52,04 | 19,48 |
| Titre 4- Transferts courants | 392,12 | 8,39 | - | 400,52 | 165,33 | 41,28% | 165,32 | 100,00% | 163,95 | 99,17% | 143,42 | 20,53 |
| Total dépenses ordinaires | 1879,64 | -0,21 | 0,00 | 1879,43 | 542,94 | 28,89% | 519,57 | 95,70% | 516,74 | 99,46% | 476,73 | 40,01 |
| Total dépenses ordinaires hors personnel | 1341,45 | -0,21 | 0,00 | 1341,24 | 407,66 | 30,39% | 384,29 | 94,27% | 381,46 | 99,26% | 341,45 | 40,01 |
| Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat | 162,33 | -10,34 | 5,31 | 157,30 | 38,95 | 24,76% | 24,77 | 63,58% | 24,71 | 99,78% | 11,80 | 12,91 |
| Titre 6- Transferts en capital | 448,67 | 9,47 | 25,95 | 484,09 | 140,77 | 29,08% | 140,77 | 100,00% | 137,57 | 97,73% | 82,71 | 54,87 |
| Total Investissement | 611,00 | -0,87 | 31,26 | 641,39 | 179,72 | 28,02% | 165,54 | 92,11% | 162,28 | 98,03% | 94,51 | 67,78 |
| TOTAL BG | 2490,64 | -1,08 | 31,26 | 2520,816 | 722,66 | 28,67% | 685,11 | 94,80% | 679,03 | 99,11% | 571,24 | 107,79 |

II.1.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

a) Les dépenses ordinaires hors personnel :

Les crédits prévisionnels, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants) ont été arrêtés à un montant de 1341,24 milliards FCFA. Ils sont exécutés comme suit :

- **Engagement** : 407,66 milliards FCFA soit 30,39% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées ;
- **Liquidation** : 384,29 milliards FCFA, soit 94,27% des engagements; il correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- **Ordonnancement** : 381,46 milliards FCFA, soit 99,26% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- **Paiement** : le montant des paiements au premier trimestre 2016 est arrêté à 341,45 milliards FCFA, soit un taux de paiement de 89,5% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 40,01 milliards FCFA.

En outre, un montant de **6,83** milliards FCFA exécuté sous forme d'avance reste à être régularisé.

a.1. La dette publique : Le montant des paiements, au titre du service de la dette publique pour le premier trimestre 2016 est arrêté à 145,99 milliards FCFA dont 101,43 milliards FCFA pour le principal et 44,56 milliards FCFA pour les intérêts et commissions. Le montant des ordres de paiements envoyés à la BCEAO pour le règlement de la dette extérieure est de 50,63 milliards FCFA, tandis que pour la dette intérieure, le montant des paiements est de 95,36 milliards FCFA et concernent les instruments de plus d'un an et la dette vis-à-vis du FMI.

Au premier trimestre 2016, la dette publique exécutée à hauteur de 145,99 milliards FCFA sur une prévision annuelle de 595,64 milliards FCFA, nous donne un taux d'exécution des crédits destinés au paiement à 24,51%.

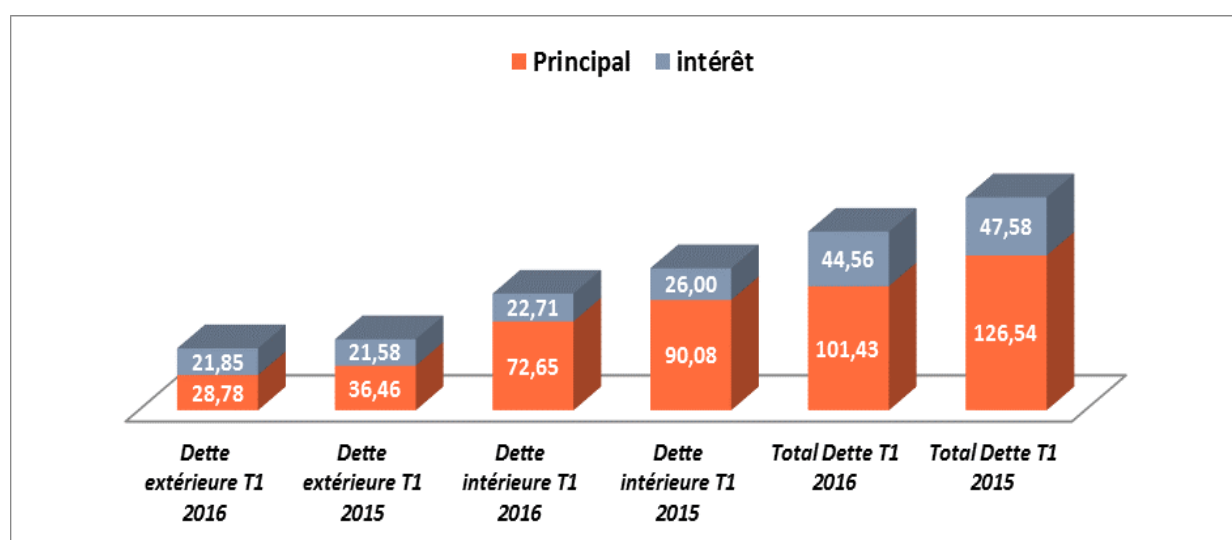
En comparaison avec le même trimestre de 2015 (174,12 milliards FCFA), la dette publique a évolué à la baisse de 28,13 milliards FCFA en 2016 et de 16% en valeur relative. Cette baisse est imputable en partie à la dette intérieure qui a évolué de -20,72 milliards contre -7,41 milliards pour la dette extérieure.

Le tableau ci-après retrace les montants payés au titre du service de la dette publique entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2016.

Tableau 2: Service de la dette publique au 31 mars 2016 (en milliards)

| Dette publique 2016 | T1_16 | Cumul T1 2015 | Cumul T1 2016 | Ecart T1_16 / T1_15 | |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|-------------|
| | | | | valeur | % |
| Dette extérieure | 50,63 | 58,04 | 50,63 | -7,41 | -13% |
| Principal | 28,78 | 36,46 | 28,78 | -7,68 | -21% |
| intérêt | 21,85 | 21,58 | 21,85 | 0,27 | 1% |
| Dette intérieure | 95,36 | 116,08 | 95,36 | -20,72 | -18% |
| Principal | 72,65 | 90,08 | 72,65 | -17,43 | -19% |
| intérêt | 22,71 | 26,00 | 22,71 | -3,29 | -13% |
| Dette publique totale | 145,99 | 174,12 | 145,99 | -28,13 | -16% |

Graphique 4: dette publique au 31 mars 2015 et 2016 (en milliards)



a.2. Les dépenses de fonctionnement : Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution au premier trimestre de 2016 :

- **Engagement** : 96,341 milliards FCFA ; soit 27,9% des crédits ouverts ;
- **Liquidation** : 72,985 milliards FCFA; soit 75,8% des engagements ;
- **Ordonnancement** : 71,525 milliards FCFA; soit 98% des liquidations ;
- **Paiement** : 52,043 milliards FCFA; soit 72,8% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 19,48 milliards FCFA ;
- **Montant avances** : 6,834 milliards FCFA
- **Montant régularisé** : 764,174 millions FCFA
- **Reste à régulariser** : 6,07 milliards FCFA

Les taux d'engagement et de paiements ont régressé respectivement, par rapport au même trimestre de 2015, en point de pourcentage de 1,94 et 3,89 et le taux de liquidation des engagements a fortement progressé de 15,2 pendant que le taux d'ordonnancement des liquidations reste relativement stable.

Tableau 3: Evolution des taux d'exécution des dépenses de fonctionnement

| Niveau d'exécution | Trim.1 2015 | Trim.1 2016 | Ecart |
|--|-------------|-------------|-------|
| taux d'engagement des crédits | 29,9% | 27,9% | -1,94 |
| taux de liquidation des engagements | 60,6% | 75,8% | 15,2 |
| taux d'ordonnancement des liquidations | 99,0% | 98,0% | -1,0 |
| taux de Paiement des ordonnancements | 76,6% | 72,8% | -3,89 |

a.3. Les transferts courants : Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc... Les niveaux d'exécution se présentent comme suit :

Niveau d'exécution au premier trimestre de 2016 :

- **Engagement** : 165,327 milliards FCFA ; soit 41,3% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 163,948 milliards FCFA ; soit 99,2% des engagements ;
- **Paiement** : 143,418 milliards FCFA ; soit 87,5% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 20,53 milliard FCFA ;
- **Montant avances** : 920,948 millions FCFA ;
- **Montant régularisé** : 160 millions FCFA ;
- **Reste à régulariser** : 760,948 millions FCFA.

En comparaison avec le même trimestre 2015, le taux d'engagement a progressé de 16,2 points de pourcentage. Le taux d'ordonnancement est au même niveau sur les deux périodes et le taux de paiement a baissé de 6,1 points.

Tableau 4 : Evolution des niveaux d'exécution des dépenses de transferts courants

| Niveau d'exécution | Trim.1 2015 | Trim.1 2016 | Ecart |
|---------------------------------------|-------------|-------------|-------|
| taux d'engagement des crédits | 25,1% | 41,3% | 16,2 |
| taux d'ordonnancement des engagements | 99,4% | 99,2% | -0,2 |
| taux de Paiement des ordonnancements | 93,6% | 87,5% | -6,1 |

Au total, les dépenses ordinaires hors personnel, engagées au 31 mars 2016, s'élèvent à un montant de 340,16 milliards, en baisse de 28,14 milliards par rapport à la même période de l'année 2015. Les paiements effectifs ont évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 36,41 milliards FCFA.

b) Les dépenses en capital sur ressources internes :

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été prévues pour un montant de 611 milliards FCFA. Elles ont été portées à un montant de 641,39 milliards par les modifications d'un montant de -0,87 milliards et les reports de crédits d'investissement d'un montant de 31,26 milliards.

Les crédits d'investissement se répartissent en investissements exécutés par L'Etat pour un montant de 157,3 milliards (24,52%) et en transferts en capital pour un montant de 484,09 milliards (75,48%).

b.1. Les investissements exécutés par l'Etat : Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution au premier trimestre de 2016 :

- **Engagement** : 38,952 milliards FCFA; soit 24,76% des crédits ouverts ;
- **Liquidation** : 24,766 milliards FCFA; soit 65,58% des engagements ;
- **Ordonnancement** : 24,711 milliards FCFA; soit 63,79% des liquidations ;
- **Paiement** : 119,15 milliards FCFA, soit 99,78% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 12,91 milliards FCFA;
- **Montant avances** : 344,188 millions FCFA
- **Montant régularisé** : 8,929 millions FCFA
- **Reste à régulariser** : 335,258 millions FCFA

Les montants des engagements et paiement, au premier trimestre de 2016, ont progressé respectivement de 12,08% et 5,91% par rapport à la même période de 2015. Les montants des liquidations ont baissé de 5,91% pendant que le taux d'ordonnancement reste stable.

Tableau 5 : Evolution des taux d'exécution des investissements exécutés par l'Etat

| Niveau d'exécution | Trim.1 2015 | Trim.1 2016 | Ecart |
|--|-------------|-------------|-------|
| taux d'engagement des crédits | 12,68% | 24,76% | 12,08 |
| taux de liquidation des engagements | 67,04% | 63,58% | -3,46 |
| taux d'ordonnancement des liquidations | 99,76% | 99,78% | 0,01 |
| taux de paiement des ordonnancements | 41,85% | 47,76% | 5,91 |

Globalement, les investissements exécutés par l'Etat engagés au premier trimestre 2016, s'élèvent à un montant de 38,952 milliards et sont en hausse de 15,33 milliards comparativement à la même période de l'année 2015. Les paiements effectifs ont également évolué dans le même sens, en glissement annuel, pour un montant de 5,18 milliards en valeur absolue et 78,3% en valeur relative.

Les bonnes performances du niveau d'exécution des dépenses en capital par rapport à 2015 (24,76% contre 12,68% en 2016) s'explique d'une part par le déblocage à temps d'une partie des dites dépenses, et d'autre part par le plus de respect des délais observé sur les procédures de marché.

b.2. Les transferts en capital : Ils sont destinés aux investissements exécutés par les établissements publics, les agences et autres structures assimilées. Les niveaux d'exécution sont analysés comme suit :

Niveau d'exécution au premier trimestre 2016 :

- **Engagement** : 140,772 milliards FCFA ; soit 29,1% des crédits ouverts ;
- **Ordonnancement** : 137,574 milliards FCFA; soit 97,7% des engagements ;
- **Paiement** : 82,707 milliards FCFA; soit 60,1% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 54,87 milliards FCFA.

Au total, les transferts en capital sur ressources internes, engagés pour le premier trimestre 2016, s'élèvent à un montant de 140,775 milliards et sont en hausse de 69,48 milliards comparativement à la même période de l'année 2015. De la même manière, les paiements effectifs ont évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 17,13 milliards en valeur absolue et 26,1% en valeur relative.

Tableau 6: Evolution des taux d'exécution des transferts en capital

| Niveau d'exécution | Trim.1 2015 | Trim.1 2016 | Ecart |
|---------------------------------------|-------------|-------------|-------|
| taux d'engagement des crédits | 17,8% | 29,1% | 11,2 |
| taux d'ordonnancement des engagements | 98,7% | 97,7% | -1,0 |
| taux de Paiement des ordonnancements | 93,2% | 60,1% | -33,0 |

Le niveau d'engagement des dépenses d'investissements sur ressources internes (dépenses en capital exécutés par l'Etat et dépenses de transfert en capital) sur le premier trimestre 2016 étant de 179,72 milliards, il faut noter, en comparaison avec la même période de 2015, un écart positif de 84,79 milliards imputable pour 69,48 milliards FCFA aux dépenses de transferts en capital et renforcées par la hausse du niveau des engagement des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat des pour un montant de 15,31 milliards FCFA.

Le tableau ci-après compare la situation d'exécution au premier trimestre 2016 à celle de la même période de l'année précédente. Le graphique de l'annexe 3 compare les taux d'engagement global des crédits par section au 31 mars 2016.

Tableau 7: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général en glissement annuel

| Titres | Engagement | | | Liquidation | | | Ordonnancement | | | Paiement | | |
|--|------------|------------|--------|-------------|------------|--------|----------------|------------|--------|------------|------------|--------|
| | 31/03/2015 | 31/03/2016 | Ecart | 31/03/2015 | 31/03/2016 | Ecart | 31/03/2015 | 31/03/2016 | Ecart | 31/03/2015 | 31/03/2016 | Ecart |
| Titre 1- Dette publique | 174,13 | 145,99 | -28,14 | 174,13 | 145,99 | -28,14 | 174,13 | 145,99 | -28,14 | 174,13 | 145,99 | -28,14 |
| Titre 2- Dépenses de personnel | 0,00 | 135,28 | 135,28 | 0,00 | 135,28 | 135,28 | 0,00 | 135,28 | 135,28 | 0,00 | 135,28 | 135,28 |
| Titre 3- Dépenses de fonctionnement | 105,62 | 96,34 | -9,28 | 63,97 | 72,98 | 9,02 | 63,31 | 71,52 | 8,21 | 48,53 | 52,04 | 3,51 |
| Titre 4- Transferts courants | 88,54 | 165,33 | 76,78 | 88,54 | 165,32 | 76,78 | 88,02 | 163,95 | 75,93 | 82,38 | 143,42 | 61,04 |
| Total dépenses ordinaires | 368,30 | 542,94 | 174,64 | 326,64 | 519,57 | 192,93 | 325,46 | 516,74 | 191,28 | 305,04 | 476,73 | 171,69 |
| Total dépenses ordinaires hors personnel | 368,30 | 407,66 | 39,36 | 326,64 | 384,29 | 57,66 | 325,46 | 381,46 | 56,00 | 305,04 | 341,45 | 36,41 |
| Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat | 23,643 | 38,952 | 15,31 | 88,54 | 24,77 | -63,78 | 15,81 | 24,71 | 8,90 | 6,62 | 11,80 | 5,18 |
| Titre 6- Transferts en capital | 71,29 | 140,77 | 69,48 | 152,51 | 140,77 | -11,74 | 70,39 | 137,57 | 67,18 | 65,58 | 82,71 | 17,13 |
| Total Investissement | 94,94 | 179,72 | 84,79 | 241,05 | 165,54 | -75,51 | 86,21 | 162,28 | 76,08 | 72,20 | 94,51 | 22,31 |
| TOTAL BUDGET GENERAL HORS PERSONNEL | 463,23 | 722,66 | 259,43 | 567,69 | 685,11 | 117,42 | 411,67 | 679,03 | 267,36 | 377,24 | 571,24 | 194,00 |

II.1.2 Dépenses de personnel

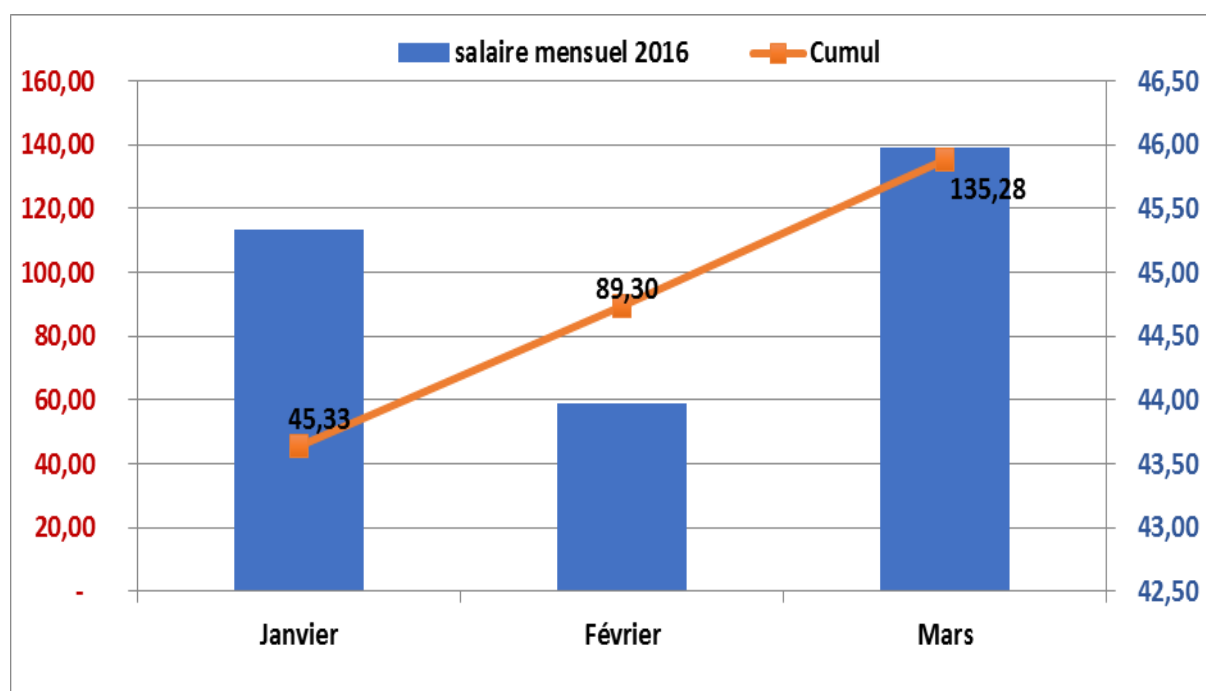
Au cours du premier trimestre 2016 le montant de la masse salariale s'élève à 135,27 milliards FCFA contre 134,25 milliards FCFA à la même période, en 2015, soit, en glissement annuel, une augmentation de 1,02 milliards FCFA en valeur absolue et presque 1% en valeur relative.

Cette hausse résulte principalement de la hausse de la facture d'hospitalisation, de la prise en compte de 993 enseignants en mars 2016 et, dans une moindre mesure, des alignements indiciaires, de la validation, de l'avancement et de la promotion des enseignants.

Tableau 8: Niveau comparé de la Masse salariale par mois à fin mars 2016 (en milliards FCFA)

| Période | Janvier | Février | Mars | Cumul (trimestre) | Moyenne mensuelle |
|----------------------|---------|---------|-------|-------------------|-------------------|
| Masse salariale 2015 | 48,65 | 42,05 | 43,55 | 134,25 | 44,75 |
| Masse salariale 2016 | 45,33 | 43,96 | 45,98 | 135,27 | 45,09 |

Graphique 5: Evolutions de la masse salariale au premier trimestre 2016 (en milliards FCFA)



Graphique 6: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel (en milliards FCFA)

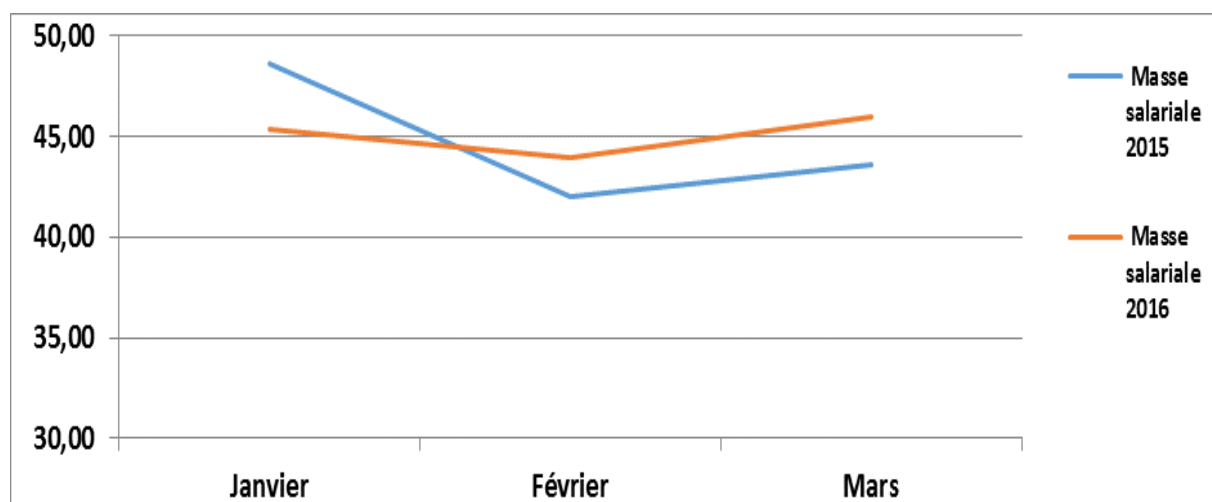


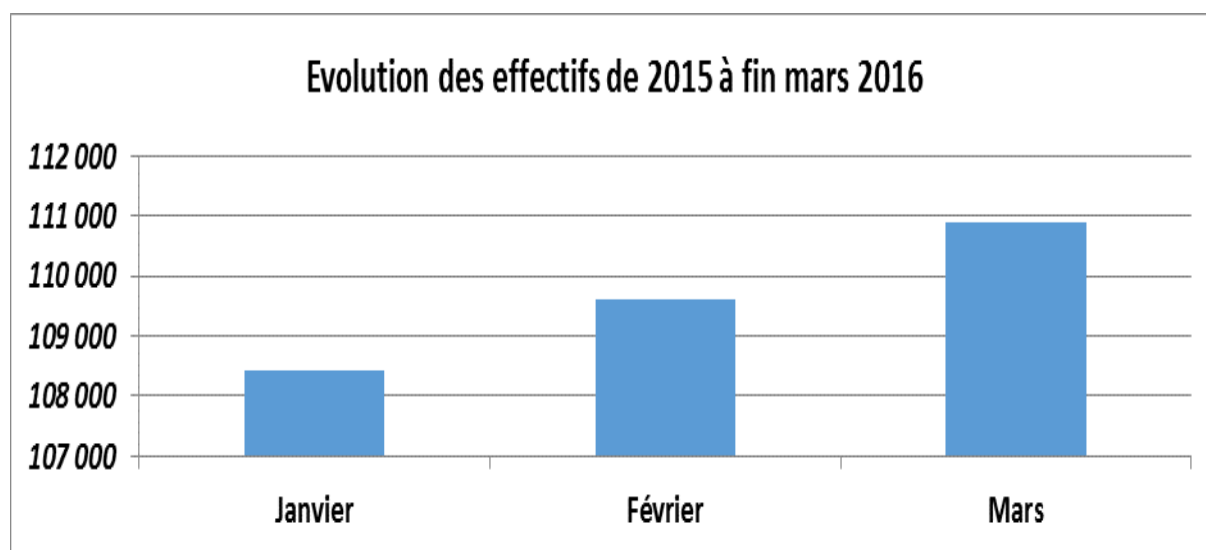
Tableau 8 bis : Evolution des effectifs de la fonction publique en 2016

| Mois | Janvier | Février | Mars |
|-----------|---------|---------|---------|
| Effectifs | 108 441 | 109 617 | 110 910 |

Les effectifs ayant impacté la masse salariale, au titre du mois de mars 2016, sont au nombre de 110 910 agents, dont 135 agents au titre des liquidations de droits (indemnité compensatrice de congé, indemnité de départ à la retraite pour les non fonctionnaires, indemnité de fin d'engagement, rappels payés après départ à la retraite au titre de la régularisation de salaire ou d'avancement, vacataires non agents de l'Etat).

Ces effectifs ont connu une hausse comparativement au mois précédent de 1 293 agents, soit 1,18% en valeur relative. Ils étaient de 104 260 agents à la même période en 2015, soit une augmentation de 6 650 agents en valeur absolue et de 6,38% en valeur relative.

Graphique 7 : Evolution des effectifs de la fonction publique au premier trimestre 2016



II.1.3. Ressources extérieures

Durant la période sous revue (premier trimestre 2016), le montant total des décaissements (base ordonnancement) des projets de développement financés sur ressources extérieures s'élève à **128,648 milliards de FCFA**. Ce qui correspond, par rapport à la même période de 2015, à une augmentation de 60,874 milliards de FCFA en valeur absolue et de 89,81 % en valeur relative.

Ce montant est réparti en emprunts pour 98,791 milliards de FCFA et 29,857 milliards de FCFA en subventions. Les emprunts ont été contractés particulièrement auprès de la Chine (48,5%), de la Banque Mondiale (34,8%) et de la Banque Ouest Africaine de Développement (4,2%). Pour ce qui est des subventions, elles proviennent, entre autres, de l'USAID (32,4%), de la Banque Mondiale (24,1%), de la BOAD (11%) et de la KfW (8,7%).

Le taux d'exécution se situe à **29,64 %** par rapport aux prévisions annuelles de tirages de 434 milliards de FCFA du Budget Consolidé d'Investissement (BCI) de l'année 2016 et à **118,56%** rapporté à l'objectif trimestriel de 108,5 milliards de F CFA. Cette performance est imputable notamment à d'importants niveaux d'ordonnements notés dans les portefeuilles de certains partenaires tels que la Chine et la Banque Mondiale.

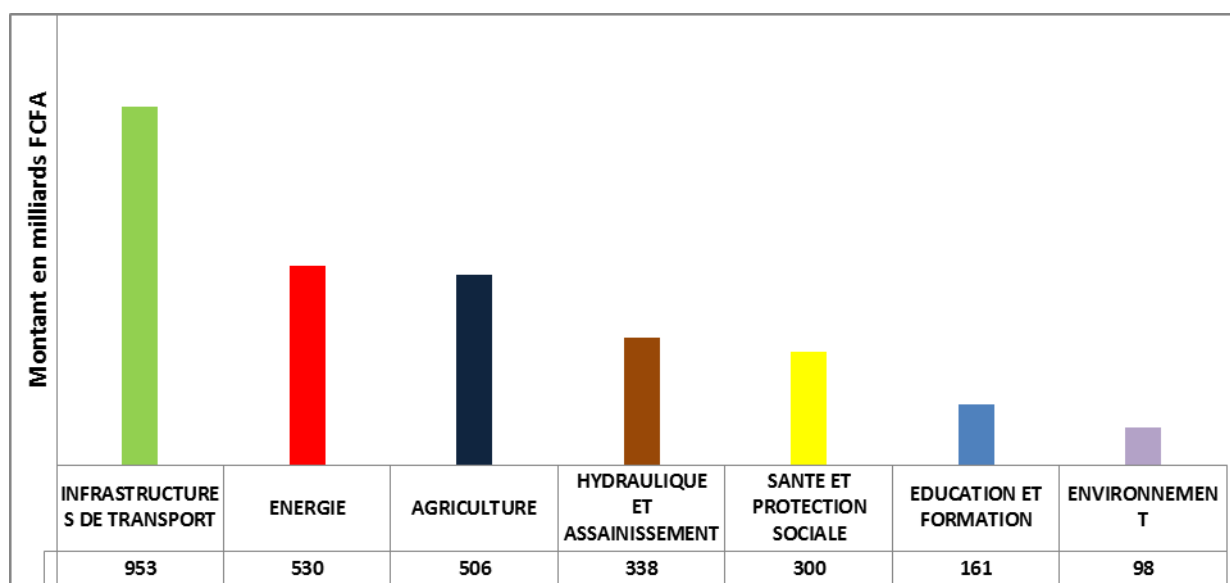
S'agissant des conventions de financement conclues du 1^{er} janvier au 31 mars 2016, elles sont au nombre de onze (11) et portent sur un montant de 240,594 milliards francs CFA dont 84 % sous forme de prêt. Ces conventions se présentent ainsi qu'il suit :

| Intitulé projet | Montant en FCFA |
|--|------------------------|
| Programme conjoint Appui au système statistique national ... | 4 433 464 900 |
| Projet de gestion écologiquement rationnelle (PRODEMUD) | 11 037 507 880 |
| Projet Appui à la Riziculture pluviale au Sénégal | 249 400 000 |
| Projet intégration de la résilience climatique ... | 22 165 454 000 |
| Projet de réhabilitation de la RN2 et de désenclavement de l'Ile à Morphil | 79 246 165 170 |
| AEP de la Ville de Dakar Istina | 75 046 200 000 |
| AEP de la Ville de Dakar HJARA | 2 695 983 270 |
| Equipement de la Brigade Nationale des Sapeurs-Pompiers | 22 220 650 329 |
| Programme prioritaire de désenclavement du Sénégal PPD | 10 000 000 000 |
| Projet d'interconnexion électrique de l'OMVG | 6 000 000 000 |
| Projet d'interconnexion électrique de l'OMVG/FDE | 7 500 000 000 |
| Total | 240 594 825 549 |

Au total, vingt-cinq (25) mois après la tenue du Groupe consultatif de Paris (du 24 février 2014 au 31 mars 2016), cent-quarante-huit (148) conventions ont été conclues avec les partenaires techniques et financiers pour un montant total de 3 186,284 milliards de FCFA sur des annonces de contributions attendues de 3 729 milliards de FCFA. Ce qui correspond à un taux de concrétisation des engagements de 85%, traduisant une performance à 2 ans du terme de la phase quinquennale du Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2014-2018 du PSE.

Comparé au gap d'un montant de 1 853 milliards de FCFA inscrit dans le PAP du PSE, le niveau de mobilisation des financements est très satisfaisant puisque supérieur à 100%.

Le graphique ci-après illustre, dans un ordre décroissant, les sept (07) premiers secteurs bénéficiaires des conventions.



La répartition sectorielle des dites conventions laisse apparaître une prépondérance des Infrastructures de transports (29,91%), de l'Energie (16,64%), de l'Agriculture (15,89%), l'Hydraulique et Assainissement (10,61%), de la santé et Protection sociale (9,42%) ainsi que de l'Education et Formation (5,05%).

III. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

III.1 Les comptes d'affectation spéciale

III.1.1 le Fonds National de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 31 mars 2016

Les recettes du premier trimestre 2016 s'élèvent à 16,374 milliards FCFA. Le niveau mensuel des recettes est passé de 5,439 milliards FCFA en janvier 2016 avec un nombre de cotisants de 80 842 agents à 5,501 milliards FCFA en fin mars 2016 avec un nombre de cotisants de 82 406 agents ; soit une légère hausse de 0,1 milliard FCFA et 1564 cotisants en plus.

Tableau 9 : Recettes du FNR et nombre de cotisants au premier trimestre 2016

| Fonds National de Retraite | | |
|----------------------------|---------------|---------------------|
| Mois | Montant | Nombre de cotisants |
| janvier | 5,439 | 80 842 |
| février | 5,434 | 81 580 |
| mars | 5,501 | 82 406 |
| Cumul | 16,374 | - |

➤ Les dépenses du FNR au 31 mars 2016

Les dépenses du premier trimestre 2016 s'élèvent à 20,821 milliards FCFA. Le niveau mensuel des dépenses est passé de 6,914 milliards FCFA en janvier 2016 avec un nombre d'allocataires de 62 243 pensionnés à 6,986 milliards FCFA en fin mars 2016 avec un nombre d'allocataires de 62 527 pensionnés ; soit une hausse nette de 0,1 milliard FCFA en dépenses et 284 nouveaux allocataires.

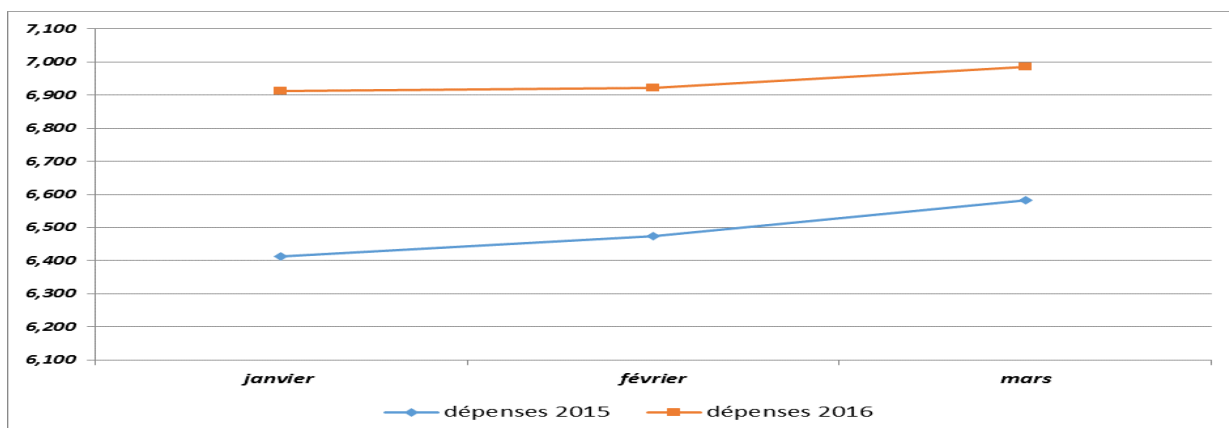
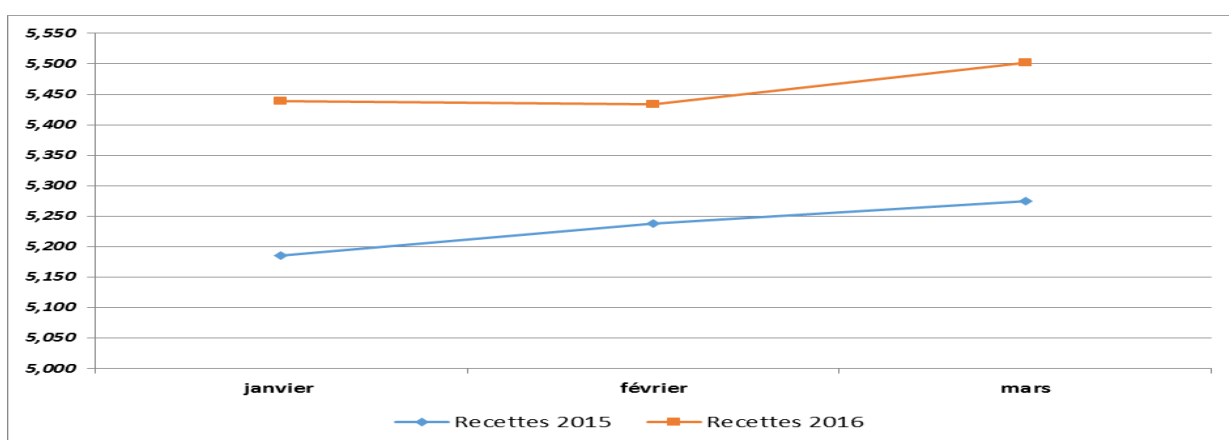
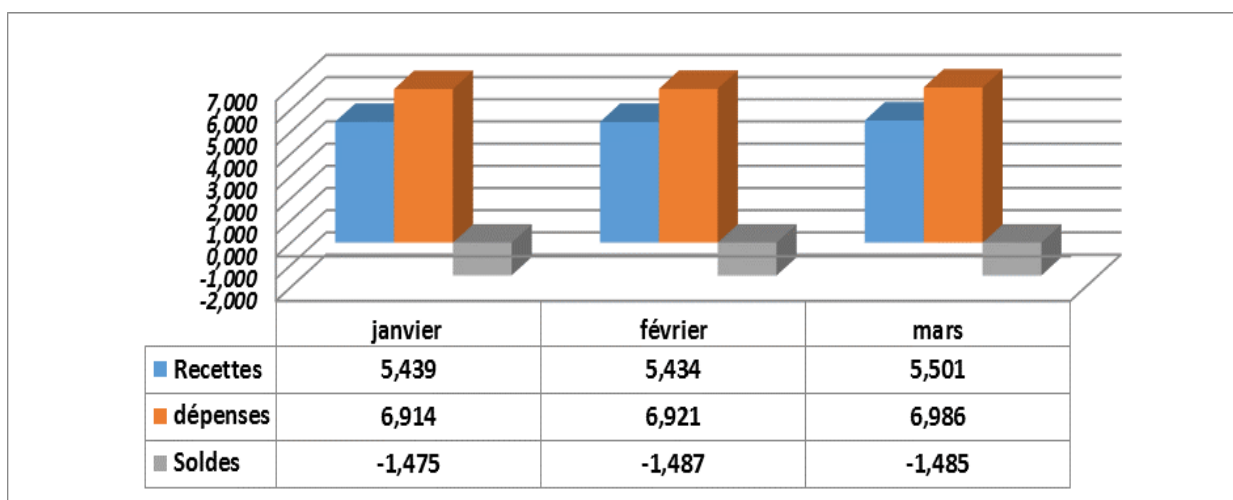
Tableau 10: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au premier trimestre 2016

| Fonds National de Retraite - FNR | | |
|----------------------------------|------------------------|-----------------------|
| Mois | Montant (en milliards) | Nombre d'allocataires |
| janvier | 6,914 | 62 243 |
| février | 6,921 | 62 457 |
| mars | 6,986 | 62 527 |
| Cumul | 20,821 | - |

➤ **Solde du FNR au 31 mars 2016**

Les recettes du FNR au cours du premier trimestre 2016 s'élèvent à 16,374 milliards FCFA tandis que pour la même période, les dépenses s'élèvent à 20,821 milliards FCFA. Le déficit constaté au cours de cette période s'élève à -4,446 milliards contre -3,77 milliards FCFA pour la même période de 2015.

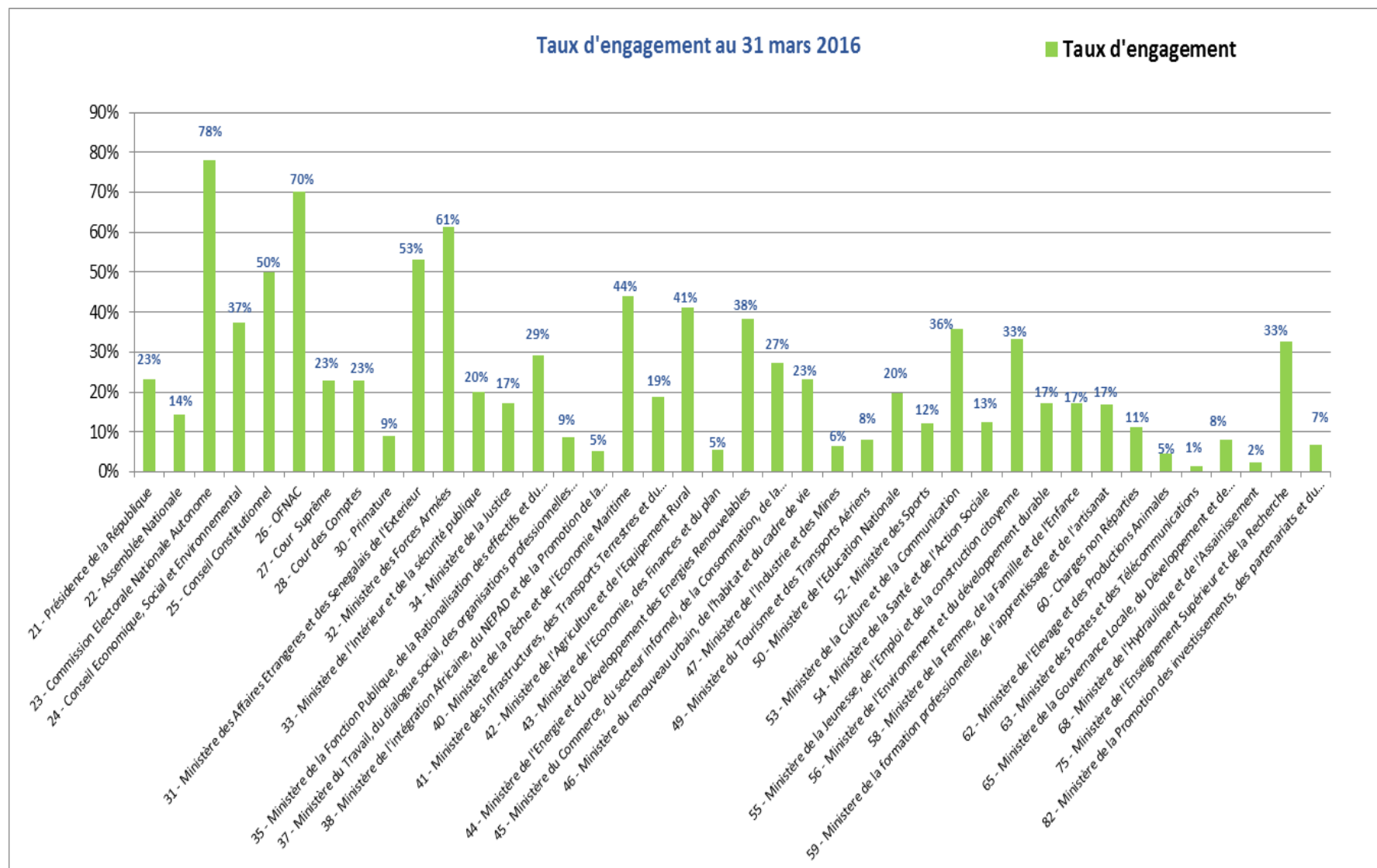
Graphique 8: Situation du FNR au premier trimestre 2016



ANNEXE 1: Situation des comptes spéciaux du Trésor au 31 mars 2016 en FCFA

| LIBELLES | RECETTES | DEPENSES | SOLDE |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Comptes d'affectation spéciale | | | |
| 96.101 Fonds national de retraite | 16 374 324 782 | 20 820 618 529 | -4 446 293 747 |
| 96.102 Frais de cont. des stes à particip publique | 5 700 000 | 6 702 756 | -1 002 756 |
| 96.103 Caisse d'encouragement à la pêche | 21 002 000 | 78 141 339 | -57 139 339 |
| 96.104 Fonds de lutte contre l'incendie | 0 | 0 | 0 |
| Sous-total | 16 401 026 782 | 20 905 462 624 | -4 504 435 842 |
| Comptes de commerce | - | - | - |
| 96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com. | - | - | - |
| Sous-total | - | - | - |
| Comptes de prêts | - | - | - |
| 96.503 Prêts aux collectivités locales | - | - | - |
| 96.507 Prêts aux particuliers | 2 100 248 311 | 252 000 000 | 1 848 248 311 |
| Sous-total | 2 100 248 311 | 252 000 000 | 1 848 248 311 |
| Comptes d'avances | - | - | - |
| 96.605 Avances aux collectivités locales | - | - | 0 |
| 96.609 Avances à 1 an aux particuliers | - | - | 0 |
| Sous-total | 0 | 0 | 0 |
| Total CST | 18 501 275 093 | 21 157 462 624 | -2 656 187 531 |

ANNEXE 2: Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 31 mars 2016





SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :**2016****MOIS :****03-2016**

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|----------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (15=13-14) |
| 21 - Présidence de la République | 63 333 161 000 | 0 | 4 540 500 000 | 0 | 67 873 661 000 | 16 080 652 413 | 51 793 008 587 | 15 677 997 413 | 23 | 14 649 037 831 | 14 636 287 902 | 22 | 14 633 889 902 | 14 359 199 635 | 274 690 267 |
| Dépenses de fonctionnement | 10 038 304 000 | 0 | 0 | 0 | 10 038 304 000 | 1 781 192 912 | 8 257 111 088 | 1 381 837 912 | 14 | 379 423 330 | 379 423 330 | 4 | 377 025 330 | 102 425 330 | 274 600 000 |
| Transferts courants | 18 314 857 000 | 0 | 3 540 500 000 | 0 | 21 855 357 000 | 13 164 968 000 | 8 690 389 000 | 13 164 968 000 | 60 | 13 164 968 000 | 13 164 968 000 | 60 | 13 164 968 000 | 13 164 968 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 170 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 | 670 000 000 | 27 738 816 | 642 261 184 | 27 738 816 | 4 | 10 193 816 | 10 193 816 | 2 | 10 193 816 | 10 193 816 | 0 |
| Transfert en capital | 34 310 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 | 34 810 000 000 | 1 075 000 000 | 33 735 000 000 | 1 075 000 000 | 3 | 1 075 000 000 | 1 075 000 000 | 3 | 1 075 000 000 | 1 075 000 000 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 500 000 000 | 31 752 685 | 468 247 315 | 28 452 685 | 6 | 19 452 685 | 6 702 756 | 1 | 6 702 756 | 6 612 489 | 90 267 |
| 22 - Assemblée Nationale | 14 134 506 000 | 0 | 0 | 0 | 14 134 506 000 | 2 045 600 000 | 12 088 906 000 | 2 045 600 000 | 14 | 2 045 600 000 | 2 045 600 000 | 14 | 2 045 600 000 | 2 045 600 000 | 0 |
| Transferts courants | 13 634 506 000 | 0 | 0 | 0 | 13 634 506 000 | 2 045 600 000 | 11 588 906 000 | 2 045 600 000 | 15 | 2 045 600 000 | 2 045 600 000 | 15 | 2 045 600 000 | 2 045 600 000 | 0 |
| Transfert en capital | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 - Commission Electorale Nationale Autonome | 1 600 983 000 | 0 | 2 034 888 000 | 0 | 3 635 871 000 | 2 834 888 000 | 800 983 000 | 2 834 888 000 | 78 | 2 834 888 000 | 2 834 888 000 | 78 | 2 834 888 000 | 1 250 000 000 | 1 584 888 000 |
| Transferts courants | 1 600 983 000 | 0 | 2 034 888 000 | 0 | 3 635 871 000 | 2 834 888 000 | 800 983 000 | 2 834 888 000 | 78 | 2 834 888 000 | 2 834 888 000 | 78 | 2 834 888 000 | 1 250 000 000 | 1 584 888 000 |
| 24 - Conseil Economique, Social et Environnemental | 9 102 087 000 | 0 | 0 | 0 | 9 102 087 000 | 3 385 837 000 | 5 716 250 000 | 3 385 837 000 | 37 | 3 385 837 000 | 3 385 837 000 | 37 | 3 385 837 000 | 3 385 837 000 | 0 |
| Transferts courants | 8 802 087 000 | 0 | 0 | 0 | 8 802 087 000 | 3 235 837 000 | 5 566 250 000 | 3 235 837 000 | 37 | 3 235 837 000 | 3 235 837 000 | 37 | 3 235 837 000 | 3 235 837 000 | 0 |
| Transfert en capital | 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 300 000 000 | 150 000 000 | 150 000 000 | 150 000 000 | 50 | 150 000 000 | 150 000 000 | 50 | 150 000 000 | 150 000 000 | 0 |
| 25 - Conseil Constitutionnel | 801 330 000 | 0 | 0 | 0 | 801 330 000 | 400 000 000 | 401 330 000 | 400 000 000 | 50 | 400 000 000 | 400 000 000 | 50 | 400 000 000 | 400 000 000 | 0 |
| Transferts courants | 801 330 000 | 0 | 0 | 0 | 801 330 000 | 400 000 000 | 401 330 000 | 400 000 000 | 50 | 400 000 000 | 400 000 000 | 50 | 400 000 000 | 400 000 000 | 0 |
| 26 - Office national de Lutte contre la Fraude et la Corruption | 1 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 1 000 000 000 | 700 000 000 | 300 000 000 | 700 000 000 | 70 | 700 000 000 | 700 000 000 | 70 | 700 000 000 | 700 000 000 | 0 |
| Transferts courants | 1 000 000 000 | 0 | 0 | 0 | 1 000 000 000 | 700 000 000 | 300 000 000 | 700 000 000 | 70 | 700 000 000 | 700 000 000 | 70 | 700 000 000 | 700 000 000 | 0 |
| 27 - Cour Suprême | 846 063 000 | 0 | 0 | 0 | 846 063 000 | 192 765 750 | 653 297 250 | 192 765 750 | 23 | 192 765 750 | 192 765 750 | 23 | 192 765 750 | 192 765 750 | 0 |
| Transferts courants | 771 063 000 | 0 | 0 | 0 | 771 063 000 | 192 765 750 | 578 297 250 | 192 765 750 | 25 | 192 765 750 | 192 765 750 | 25 | 192 765 750 | 192 765 750 | 0 |
| Transfert en capital | 75 000 000 | 0 | 0 | 0 | 75 000 000 | 0 | 75 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :**2016****MOIS :****03-2016**

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | | |
|---|---------------------------|----------|----------------------|--|------------------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|--------------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés (6) | Disponible (7=5-6) | Total Engagé (8) | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé (10) | Montant Ordonné (11) | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé (14) | Reste à Payer (15=13-14) |
| | (1) | | | | | | | | | | | | | | | |
| 28 - Cour des Comptes | 1 757 879 000 | 0 | 500 000 000 | 0 | 2 257 879 000 | 401 969 750 | 1 855 909 250 | 401 969 750 | 18 | 401 969 750 | 401 969 750 | 18 | 401 969 750 | 401 969 750 | 0 | 0 |
| Transferts courants | 1 607 879 000 | 0 | 0 | 0 | 1 607 879 000 | 401 969 750 | 1 205 909 250 | 401 969 750 | 25 | 401 969 750 | 401 969 750 | 25 | 401 969 750 | 401 969 750 | 0 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 150 000 000 | 0 | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 0 | 0 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 30 - Primature | 51 914 721 000 | 0 | 1 245 060 000 | 0 | 53 159 781 000 | 5 478 101 176 | 47 681 679 824 | 4 763 101 176 | 9 | 4 722 632 727 | 4 522 632 727 | 9 | 4 522 632 727 | 4 518 632 727 | 4 000 000 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 3 721 061 000 | 0 | 0 | 0 | 3 721 061 000 | 1 078 126 426 | 2 642 934 574 | 383 126 426 | 10 | 342 657 977 | 342 657 977 | 9 | 342 657 977 | 338 657 977 | 4 000 000 | 0 |
| Transferts courants | 5 393 660 000 | 0 | 100 000 000 | 0 | 5 493 660 000 | 1 307 474 750 | 4 186 185 250 | 1 287 474 750 | 23 | 1 287 474 750 | 1 287 474 750 | 23 | 1 287 474 750 | 1 287 474 750 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 42 800 000 000 | 0 | 1 145 060 000 | 0 | 43 945 060 000 | 3 092 500 000 | 40 852 560 000 | 3 092 500 000 | 7 | 3 092 500 000 | 2 892 500 000 | 7 | 2 892 500 000 | 2 892 500 000 | 0 | 0 |
| 31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Étranger | 32 601 867 000 | 0 | 1 355 000 000 | 0 | 33 956 867 000 | 5 417 708 586 | 28 539 158 414 | 4 559 760 086 | 13 | 4 428 632 594 | 4 373 632 594 | 13 | 4 373 082 594 | 0 | 4 373 082 594 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 21 609 486 000 | 0 | 680 000 000 | 0 | 22 289 486 000 | 806 169 906 | 21 483 316 094 | 255 169 906 | 1 | 134 290 714 | 79 290 714 | 0 | 78 740 714 | 0 | 78 740 714 | 0 |
| Transferts courants | 6 882 381 000 | 0 | 0 | 0 | 6 882 381 000 | 4 101 290 380 | 2 781 090 620 | 3 794 341 880 | 55 | 3 794 341 880 | 3 794 341 880 | 55 | 3 794 341 880 | 0 | 3 794 341 880 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 1 810 000 000 | 0 | 675 000 000 | 0 | 2 485 000 000 | 10 248 300 | 2 474 751 700 | 10 248 300 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 2 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 300 000 000 | 500 000 000 | 1 800 000 000 | 500 000 000 | 22 | 500 000 000 | 500 000 000 | 22 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 |
| 32 - Ministère des Forces Armées | 70 463 187 000 | 0 | 1 955 000 000 | 1 326 612 944 | 73 744 799 944 | 44 851 680 345 | 28 893 119 599 | 44 801 680 345 | 61 | 37 839 293 662 | 37 839 293 662 | 51 | 38 219 293 662 | 23 100 064 784 | 15 119 228 878 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 24 662 568 000 | 0 | 1 080 000 000 | 0 | 25 742 568 000 | 7 592 426 191 | 18 150 141 809 | 7 542 426 191 | 29 | 6 503 011 112 | 6 503 011 112 | 25 | 6 883 011 112 | 3 591 896 158 | 3 291 114 954 | 0 |
| Transferts courants | 2 799 687 000 | 0 | 225 000 000 | 0 | 3 024 687 000 | 1 379 843 500 | 1 644 843 500 | 1 379 843 500 | 46 | 1 379 843 500 | 1 379 843 500 | 46 | 1 379 843 500 | 1 121 654 500 | 258 189 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 29 254 000 000 | 0 | 250 000 000 | 1 326 612 944 | 30 830 612 944 | 22 282 478 654 | 8 548 134 290 | 22 282 478 654 | 72 | 16 359 507 050 | 16 359 507 050 | 53 | 16 359 507 050 | 4 789 582 126 | 11 569 924 924 | 0 |
| Transfert en capital | 13 596 932 000 | 0 | 400 000 000 | 0 | 13 996 932 000 | 13 596 932 000 | 400 000 000 | 13 596 932 000 | 97 | 13 596 932 000 | 13 596 932 000 | 97 | 13 596 932 000 | 13 596 932 000 | 0 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 150 000 000 | 0 | 150 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 33 - Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique | 34 958 249 000 | 0 | 3 886 958 170 | 5 500 000 000 | 44 345 207 170 | 11 599 295 408 | 32 745 911 762 | 8 579 695 408 | 19 | 8 201 654 923 | 8 201 654 923 | 18 | 8 143 710 853 | 5 013 736 208 | 3 129 974 645 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 6 313 249 000 | 0 | 3 768 252 000 | 0 | 10 081 501 000 | 4 098 125 393 | 5 983 375 607 | 1 094 525 393 | 11 | 1 022 400 483 | 1 022 400 483 | 10 | 964 456 413 | 190 505 048 | 773 951 365 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :**2016****MOIS :****03-2016**

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|----------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|----------------------|--------------|----------------------|----------------------|-----------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (15=13-14) |
| 33 - Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique | 34 958 249 000 | 0 | 3 886 958 170 | 5 500 000 000 | 44 345 207 170 | 11 599 295 408 | 32 745 911 762 | 8 579 695 408 | 19 | 8 201 654 923 | 8 201 654 923 | 18 | 8 143 710 853 | 5 013 736 208 | 3 129 974 645 |
| Transferts courants | 11 600 000 000 | 0 | 0 | 0 | 11 600 000 000 | 5 806 023 280 | 5 793 976 720 | 5 806 023 280 | 50 | 5 806 023 280 | 5 806 023 280 | 50 | 5 806 023 280 | 3 500 000 000 | 2 306 023 280 |
| Investissements exécutés par l'état | 12 025 000 000 | 0 | 118 706 170 | 0 | 12 143 706 170 | 395 146 735 | 11 748 559 435 | 379 146 735 | 3 | 73 231 160 | 73 231 160 | 1 | 73 231 160 | 23 231 160 | 50 000 000 |
| Transfert en capital | 4 820 000 000 | 0 | 0 | 5 500 000 000 | 10 320 000 000 | 1 300 000 000 | 9 020 000 000 | 1 300 000 000 | 13 | 1 300 000 000 | 1 300 000 000 | 13 | 1 300 000 000 | 1 300 000 000 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 200 000 000 | 0 | 0 | 0 | 200 000 000 | 0 | 200 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 34 - Ministère de la Justice | 7 630 225 000 | 0 | 575 000 000 | 46 000 000 | 8 251 225 000 | 2 106 727 507 | 6 144 497 493 | 1 493 333 287 | 18 | 1 155 655 200 | 1 151 890 200 | 14 | 1 144 890 200 | 1 144 605 200 | 285 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 3 732 453 000 | 0 | 575 000 000 | 0 | 4 307 453 000 | 937 029 512 | 3 370 423 488 | 323 635 292 | 8 | 30 940 000 | 27 175 000 | 1 | 20 175 000 | 19 890 000 | 285 000 |
| Transferts courants | 1 749 772 000 | 0 | 0 | 0 | 1 749 772 000 | 1 070 715 200 | 679 056 800 | 1 070 715 200 | 61 | 1 070 715 200 | 1 070 715 200 | 61 | 1 070 715 200 | 1 070 715 200 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 2 094 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 094 000 000 | 44 982 795 | 2 049 017 205 | 44 982 795 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 54 000 000 | 0 | 0 | 46 000 000 | 100 000 000 | 54 000 000 | 46 000 000 | 54 000 000 | 54 | 54 000 000 | 54 000 000 | 54 | 54 000 000 | 54 000 000 | 0 |
| 35 - Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des | 1 012 589 000 | 0 | 400 000 000 | 0 | 1 412 589 000 | 439 072 530 | 973 516 470 | 415 072 530 | 29 | 406 065 000 | 406 065 000 | 29 | 255 945 000 | 255 000 000 | 945 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 444 589 000 | 0 | 100 000 000 | 0 | 544 589 000 | 65 572 530 | 479 016 470 | 41 572 530 | 8 | 32 565 000 | 32 565 000 | 6 | 32 445 000 | 31 500 000 | 945 000 |
| Transferts courants | 65 000 000 | 0 | 0 | 0 | 65 000 000 | 65 000 000 | 0 | 65 000 000 | 100 | 65 000 000 | 65 000 000 | 100 | 65 000 000 | 65 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 503 000 000 | 0 | 0 | 0 | 503 000 000 | 8 500 000 | 494 500 000 | 8 500 000 | 2 | 8 500 000 | 8 500 000 | 2 | 8 500 000 | 8 500 000 | 0 |
| Transfert en capital | 0 | 0 | 300 000 000 | 0 | 300 000 000 | 300 000 000 | 0 | 300 000 000 | 100 | 300 000 000 | 300 000 000 | 100 | 150 000 000 | 150 000 000 | 0 |
| 37 - Ministère du Travail, du dialogue | 1 129 060 000 | 0 | 700 000 000 | 7 000 000 | 1 836 060 000 | 141 850 652 | 1 694 209 348 | 141 850 652 | 8 | 103 466 404 | 103 466 404 | 6 | 102 052 357 | 101 440 074 | 612 283 |
| Dépenses de fonctionnement | 218 140 000 | 0 | 0 | 0 | 218 140 000 | 23 459 255 | 194 680 745 | 23 459 255 | 11 | 75 000 | 75 000 | 0 | 75 000 | 0 | 75 000 |
| Transferts courants | 269 920 000 | 0 | 700 000 000 | 0 | 969 920 000 | 90 000 000 | 879 920 000 | 90 000 000 | 9 | 90 000 000 | 90 000 000 | 9 | 90 000 000 | 90 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 641 000 000 | 0 | 0 | 7 000 000 | 648 000 000 | 28 391 397 | 619 608 603 | 28 391 397 | 4 | 13 391 404 | 13 391 404 | 2 | 11 977 357 | 11 440 074 | 537 283 |
| 38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la | 943 000 000 | 0 | 200 000 000 | 0 | 1 143 000 000 | 131 128 123 | 1 011 871 877 | 59 653 123 | 5 | 52 161 832 | 52 071 832 | 5 | 52 071 832 | 44 866 374 | 7 205 458 |
| Dépenses de fonctionnement | 560 000 000 | 0 | 115 000 000 | 0 | 675 000 000 | 96 056 291 | 578 943 709 | 24 581 291 | 4 | 17 090 000 | 17 000 000 | 3 | 17 000 000 | 17 000 000 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :**2016****MOIS :****03-2016**

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|----------------------|------------------------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (15=13-14) |
| 38 - Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la | 943 000 000 | 0 | 200 000 000 | 0 | 1 143 000 000 | 131 128 123 | 1 011 871 877 | 59 653 123 | 5 | 52 161 832 | 52 071 832 | 5 | 52 071 832 | 44 866 374 | 7 205 458 |
| Investissements exécutés par l'état | 383 000 000 | 0 | 85 000 000 | 0 | 468 000 000 | 35 071 832 | 432 928 168 | 35 071 832 | 7 | 35 071 832 | 35 071 832 | 7 | 35 071 832 | 27 866 374 | 7 205 458 |
| 40 - Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime | 14 301 523 000 | 0 | 55 164 500 | 0 | 14 356 687 500 | 6 368 838 242 | 7 987 849 258 | 6 367 082 464 | 44 | 6 020 087 386 | 6 019 326 346 | 42 | 5 976 487 754 | 5 092 112 696 | 884 375 058 |
| Dépenses de fonctionnement | 340 043 000 | 0 | 55 164 500 | 0 | 395 207 500 | 55 307 962 | 339 899 538 | 55 307 962 | 14 | 25 099 252 | 25 099 252 | 6 | 25 099 252 | 24 475 032 | 624 220 |
| Transferts courants | 3 851 480 000 | 0 | 0 | 0 | 3 851 480 000 | 1 114 888 917 | 2 736 591 083 | 1 114 888 917 | 29 | 1 114 888 917 | 1 114 888 917 | 29 | 1 114 888 917 | 275 180 000 | 839 708 917 |
| Investissements exécutés par l'état | 2 143 000 000 | 0 | 0 | 0 | 2 143 000 000 | 398 269 265 | 1 744 730 735 | 396 837 665 | 19 | 80 051 297 | 80 046 257 | 4 | 78 358 246 | 62 288 099 | 16 070 147 |
| Transfert en capital | 7 017 000 000 | 0 | 0 | 0 | 7 017 000 000 | 4 680 000 000 | 2 337 000 000 | 4 680 000 000 | 67 | 4 680 000 000 | 4 680 000 000 | 67 | 4 680 000 000 | 4 680 000 000 | 0 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 950 000 000 | 0 | 0 | 0 | 950 000 000 | 120 372 098 | 829 627 902 | 120 047 920 | 13 | 120 047 920 | 119 291 920 | 13 | 78 141 339 | 50 169 565 | 27 971 774 |
| 41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du | 132 147 586 000 | 0 | 161 000 000 | 8 771 000 000 | 141 079 586 000 | 26 668 588 264 | 114 410 997 736 | 26 636 088 264 | 19 | 24 580 461 880 | 24 580 461 880 | 17 | 14 567 747 880 | 14 567 747 880 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 243 586 000 | 0 | 0 | 0 | 243 586 000 | 100 374 794 | 143 211 206 | 92 874 794 | 38 | 50 247 880 | 50 247 880 | 21 | 50 247 880 | 50 247 880 | 0 |
| Transferts courants | 5 050 000 000 | 0 | 0 | 0 | 5 050 000 000 | 2 000 000 000 | 3 050 000 000 | 2 000 000 000 | 40 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 40 | 2 000 000 000 | 2 000 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 475 000 000 | 0 | 0 | 0 | 475 000 000 | 58 213 470 | 416 786 530 | 33 213 470 | 7 | 20 214 000 | 20 214 000 | 4 | 17 500 000 | 17 500 000 | 0 |
| Transfert en capital | 126 379 000 000 | 0 | 161 000 000 | 8 771 000 000 | 135 311 000 000 | 24 510 000 000 | 110 801 000 000 | 24 510 000 000 | 18 | 22 510 000 000 | 22 510 000 000 | 17 | 12 500 000 000 | 12 500 000 000 | 0 |
| 42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | 74 689 062 000 | 0 | 267 000 000 | 24 000 000 | 74 980 062 000 | 30 779 683 777 | 44 200 378 223 | 30 772 568 505 | 41 | 30 704 330 459 | 30 669 815 461 | 41 | 30 343 012 964 | 28 985 090 449 | 1 357 922 515 |
| Dépenses de fonctionnement | 789 936 000 | 0 | 0 | 0 | 789 936 000 | 80 683 527 | 709 252 473 | 76 860 699 | 10 | 39 591 493 | 12 731 495 | 2 | 12 731 495 | 11 789 308 | 942 187 |
| Transferts courants | 30 107 126 000 | 0 | 0 | 0 | 30 107 126 000 | 19 717 628 000 | 10 389 498 000 | 19 717 628 000 | 65 | 19 717 628 000 | 19 717 628 000 | 65 | 19 717 628 000 | 19 717 628 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 3 152 000 000 | 0 | 267 000 000 | 24 000 000 | 3 443 000 000 | 92 556 399 | 3 350 443 601 | 89 263 955 | 3 | 58 295 115 | 50 640 115 | 1 | 41 033 508 | 21 091 031 | 19 942 477 |
| Transfert en capital | 40 640 000 000 | 0 | 0 | 0 | 40 640 000 000 | 10 888 815 851 | 29 751 184 149 | 10 888 815 851 | 27 | 10 888 815 851 | 10 888 815 851 | 27 | 10 571 619 961 | 9 234 582 110 | 1 337 037 851 |
| 43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan | 166 257 852 000 | 0 | 4 860 249 842 | 310 902 870 | 171 429 004 712 | 9 446 084 416 | 161 982 920 296 | 9 232 161 657 | 5 | 8 778 131 830 | 8 762 946 017 | 5 | 8 721 384 733 | 6 625 729 104 | 2 095 655 629 |
| Dépenses de fonctionnement | 11 897 770 000 | 0 | 89 249 842 | 0 | 11 987 019 842 | 1 143 715 966 | 10 843 303 876 | 1 071 436 377 | 9 | 760 554 095 | 760 554 095 | 6 | 755 234 345 | 520 573 145 | 234 661 200 |
| Transferts courants | 5 531 880 000 | 0 | 155 000 000 | 0 | 5 686 880 000 | 567 598 750 | 5 119 281 250 | 567 598 750 | 10 | 567 598 750 | 567 598 750 | 10 | 567 598 750 | 567 598 750 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :**2016****MOIS :****03-2016**

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|----------------------|------------------------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|--------------|----------------------|----------------------|-----------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (15=13-14) |
| 43 - Ministère de l'Economie, des Finances et du plan | 166 257 852 000 | 0 | 4 860 249 842 | 310 902 870 | 171 429 004 712 | 9 446 084 416 | 161 982 920 296 | 9 232 161 657 | 5 | 8 778 131 830 | 8 762 946 017 | 5 | 8 721 384 733 | 6 625 729 104 | 2 095 655 629 |
| Investissements executés par l'état | 16 721 578 000 | 0 | 260 000 000 | 310 902 870 | 17 292 480 870 | 452 071 729 | 16 840 409 141 | 310 428 559 | 2 | 167 281 014 | 152 095 201 | 1 | 115 853 667 | 103 057 209 | 12 796 458 |
| Transfert en capital | 36 156 624 000 | 0 | 4 356 000 000 | 0 | 40 512 624 000 | 7 030 697 971 | 33 481 926 029 | 7 030 697 971 | 17 | 7 030 697 971 | 7 030 697 971 | 17 | 7 030 697 971 | 5 182 500 000 | 1 848 197 971 |
| Comptes Spéciaux du Trésor | 95 950 000 000 | 0 | 0 | 0 | 95 950 000 000 | 252 000 000 | 95 698 000 000 | 252 000 000 | 0 | 252 000 000 | 252 000 000 | 0 | 252 000 000 | 252 000 000 | 0 |
| 44 - Ministère de l'Energie et du Développement des Energies | 15 507 215 000 | 0 | 200 000 000 | 0 | 15 707 215 000 | 5 929 681 000 | 9 777 534 000 | 5 929 681 000 | 38 | 5 910 681 000 | 5 910 681 000 | 38 | 3 378 681 000 | 3 378 681 000 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 867 534 000 | 0 | 0 | 0 | 867 534 000 | 19 000 000 | 848 534 000 | 19 000 000 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transferts courants | 3 212 681 000 | 0 | 0 | 0 | 3 212 681 000 | 378 681 000 | 2 834 000 000 | 378 681 000 | 12 | 378 681 000 | 378 681 000 | 12 | 378 681 000 | 378 681 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 67 000 000 | 0 | 0 | 0 | 67 000 000 | 0 | 67 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 11 360 000 000 | 0 | 200 000 000 | 0 | 11 560 000 000 | 5 532 000 000 | 6 028 000 000 | 5 532 000 000 | 48 | 5 532 000 000 | 5 532 000 000 | 48 | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 0 |
| 45 - Ministère du Commerce, du secteur informel, de la | 4 734 489 000 | 0 | 64 309 400 | 13 446 000 | 4 812 244 400 | 1 307 164 303 | 3 505 080 097 | 1 305 279 843 | 27 | 1 270 684 250 | 1 270 684 250 | 26 | 1 268 684 250 | 1 268 684 250 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 229 007 000 | 0 | 0 | 0 | 229 007 000 | 48 480 053 | 180 526 947 | 46 595 593 | 20 | 17 000 000 | 17 000 000 | 7 | 15 000 000 | 15 000 000 | 0 |
| Transferts courants | 1 590 482 000 | 0 | 0 | 0 | 1 590 482 000 | 417 184 250 | 1 173 297 750 | 417 184 250 | 26 | 417 184 250 | 417 184 250 | 26 | 417 184 250 | 417 184 250 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 460 000 000 | 0 | 38 309 400 | 13 446 000 | 511 755 400 | 14 000 000 | 497 755 400 | 14 000 000 | 3 | 9 000 000 | 9 000 000 | 2 | 9 000 000 | 9 000 000 | 0 |
| Transfert en capital | 2 455 000 000 | 0 | 26 000 000 | 0 | 2 481 000 000 | 827 500 000 | 1 653 500 000 | 827 500 000 | 33 | 827 500 000 | 827 500 000 | 33 | 827 500 000 | 827 500 000 | 0 |
| 46 - Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie | 12 934 871 000 | 0 | 105 000 000 | 32 406 800 | 13 072 277 800 | 3 016 112 508 | 10 056 165 292 | 3 013 112 508 | 23 | 2 924 074 500 | 2 924 074 500 | 22 | 604 074 500 | 254 074 500 | 350 000 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 313 871 000 | 0 | 0 | 0 | 313 871 000 | 131 612 508 | 182 258 492 | 128 612 508 | 41 | 39 574 500 | 39 574 500 | 13 | 39 574 500 | 39 574 500 | 0 |
| Transferts courants | 429 000 000 | 0 | 0 | 0 | 429 000 000 | 214 500 000 | 214 500 000 | 214 500 000 | 50 | 214 500 000 | 214 500 000 | 50 | 214 500 000 | 214 500 000 | 0 |
| Investissements executés par l'état | 1 152 000 000 | 0 | 0 | 32 406 800 | 1 184 406 800 | 0 | 1 184 406 800 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 11 040 000 000 | 0 | 105 000 000 | 0 | 11 145 000 000 | 2 670 000 000 | 8 475 000 000 | 2 670 000 000 | 24 | 2 670 000 000 | 2 670 000 000 | 24 | 350 000 000 | 0 | 350 000 000 |
| 47 - Ministère de l'Industrie et des Mines | 8 418 945 000 | 0 | 550 000 000 | 3 975 000 000 | 12 943 945 000 | 813 775 205 | 12 130 169 795 | 809 361 999 | 6 | 759 938 785 | 759 938 785 | 6 | 720 154 123 | 661 523 358 | 58 630 765 |
| Dépenses de fonctionnement | 148 470 000 | 0 | 0 | 0 | 148 470 000 | 22 684 836 | 125 785 164 | 22 684 836 | 15 | 11 000 000 | 11 000 000 | 7 | 11 000 000 | 11 000 000 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :**2016****MOIS :****03-2016**

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|--------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|----------------------|--------------|----------------------|----------------------|-----------------|----------------------|------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (15=13-14) |
| 47 - Ministère de l'Industrie et des Mines | 8 418 945 000 | 0 | 550 000 000 | 3 975 000 000 | 12 943 945 000 | 813 775 205 | 12 130 169 795 | 809 361 999 | 6 | 759 938 785 | 759 938 785 | 6 | 720 154 123 | 661 523 358 | 58 630 765 |
| Transferts courants | 1 260 475 000 | 0 | 0 | 0 | 1 260 475 000 | 370 088 750 | 890 386 250 | 370 088 750 | 29 | 370 088 750 | 370 088 750 | 29 | 370 088 750 | 370 088 750 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 1 400 000 000 | 0 | 0 | 0 | 1 400 000 000 | 268 501 619 | 1 131 498 381 | 264 088 413 | 19 | 226 350 035 | 226 350 035 | 16 | 186 565 373 | 127 934 608 | 58 630 765 |
| Transfert en capital | 5 610 000 000 | 0 | 550 000 000 | 3 975 000 000 | 10 135 000 000 | 152 500 000 | 9 982 500 000 | 152 500 000 | 2 | 152 500 000 | 152 500 000 | 2 | 152 500 000 | 152 500 000 | 0 |
| 49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens | 18 406 099 000 | 0 | 0 | 2 500 000 000 | 20 906 099 000 | 1 645 943 766 | 19 260 155 234 | 1 645 943 766 | 8 | 1 643 943 792 | 1 643 943 792 | 8 | 1 292 300 000 | 1 290 500 000 | 1 800 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 371 099 000 | 0 | 0 | 0 | 371 099 000 | 42 749 974 | 328 349 026 | 42 749 974 | 12 | 40 750 000 | 40 750 000 | 11 | 40 750 000 | 40 750 000 | 0 |
| Transferts courants | 4 990 000 000 | 0 | 0 | 0 | 4 990 000 000 | 1 249 750 000 | 3 740 250 000 | 1 249 750 000 | 25 | 1 249 750 000 | 1 249 750 000 | 25 | 1 249 750 000 | 1 249 750 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 195 000 000 | 0 | 0 | 0 | 195 000 000 | 3 443 792 | 191 556 208 | 3 443 792 | 2 | 3 443 792 | 3 443 792 | 2 | 1 800 000 | 0 | 1 800 000 |
| Transfert en capital | 12 850 000 000 | 0 | 0 | 2 500 000 000 | 15 350 000 000 | 350 000 000 | 15 000 000 000 | 350 000 000 | 2 | 350 000 000 | 350 000 000 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| 50 - Ministère de l'Education Nationale | 62 907 181 000 | 0 | 0 | 395 110 850 | 63 302 291 850 | 3 453 586 363 | 59 848 705 487 | 3 372 470 585 | 5 | 3 061 353 946 | 2 978 428 826 | 5 | 2 204 444 959 | 2 073 545 775 | 130 899 184 |
| Dépenses de fonctionnement | 43 271 456 000 | 0 | 0 | 0 | 43 271 456 000 | 2 307 842 214 | 40 963 613 786 | 2 252 597 214 | 5 | 2 186 682 807 | 2 103 757 687 | 5 | 1 521 401 739 | 1 468 212 546 | 53 189 193 |
| Transferts courants | 5 709 905 000 | 0 | 0 | 0 | 5 709 905 000 | 152 312 500 | 5 557 592 500 | 152 312 500 | 3 | 152 312 500 | 152 312 500 | 3 | 152 312 500 | 152 312 500 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 10 245 089 000 | 0 | 0 | 395 110 850 | 10 640 199 850 | 567 831 649 | 10 072 368 201 | 541 960 871 | 5 | 296 758 639 | 296 758 639 | 3 | 105 130 720 | 27 420 729 | 77 709 991 |
| Transfert en capital | 3 680 731 000 | 0 | 0 | 0 | 3 680 731 000 | 425 600 000 | 3 255 131 000 | 425 600 000 | 12 | 425 600 000 | 425 600 000 | 12 | 425 600 000 | 425 600 000 | 0 |
| 52 - Ministère des Sports | 8 589 152 000 | 0 | 60 000 000 | 0 | 8 649 152 000 | 1 215 546 671 | 7 433 605 329 | 1 015 546 671 | 12 | 533 849 080 | 533 849 080 | 6 | 533 849 080 | 533 849 080 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 2 838 877 000 | 0 | 0 | 0 | 2 838 877 000 | 265 083 323 | 2 573 793 677 | 65 083 323 | 2 | 33 849 080 | 33 849 080 | 1 | 33 849 080 | 33 849 080 | 0 |
| Transferts courants | 500 275 000 | 0 | 60 000 000 | 0 | 560 275 000 | 0 | 560 275 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 4 750 000 000 | 0 | 0 | 0 | 4 750 000 000 | 450 463 348 | 4 299 536 652 | 450 463 348 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 100 | 500 000 000 | 500 000 000 | 100 | 500 000 000 | 500 000 000 | 0 |
| 53 - Ministère de la Culture et de la Communication | 12 263 169 000 | 0 | 403 000 000 | 0 | 12 666 169 000 | 4 543 190 418 | 8 122 978 582 | 4 543 190 418 | 36 | 4 530 985 885 | 4 530 985 885 | 36 | 4 530 641 223 | 4 529 072 469 | 1 568 754 |
| Dépenses de fonctionnement | 263 968 000 | 0 | 15 000 000 | 0 | 278 968 000 | 29 120 118 | 249 847 882 | 29 120 118 | 10 | 16 915 585 | 16 915 585 | 6 | 16 570 923 | 15 002 169 | 1 568 754 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :**2016****MOIS :****03-2016**

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|---|---------------------------|----------|--------------------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|----------------------|--------------|----------------------|----------------------|-----------------|----------------------|------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (15=13-14) |
| 53 - Ministère de la Culture et de la Communication | 12 263 169 000 | 0 | 403 000 000 | 0 | 12 666 169 000 | 4 543 190 418 | 8 122 978 582 | 4 543 190 418 | 36 | 4 530 985 885 | 4 530 985 885 | 36 | 4 530 641 223 | 4 529 072 469 | 1 568 754 |
| Transferts courants | 8 236 201 000 | 0 | 203 000 000 | 0 | 8 439 201 000 | 3 711 570 300 | 4 727 630 700 | 3 711 570 300 | 44 | 3 711 570 300 | 3 711 570 300 | 44 | 3 711 570 300 | 3 711 570 300 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 1 355 000 000 | 0 | 50 000 000 | 0 | 1 405 000 000 | 2 500 000 | 1 402 500 000 | 2 500 000 | 0 | 2 500 000 | 2 500 000 | 0 | 2 500 000 | 2 500 000 | 0 |
| Transfert en capital | 2 408 000 000 | 0 | 135 000 000 | 0 | 2 543 000 000 | 800 000 000 | 1 743 000 000 | 800 000 000 | 31 | 800 000 000 | 800 000 000 | 31 | 800 000 000 | 800 000 000 | 0 |
| 54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | 68 134 023 000 | 0 | 289 000 000 | 1 898 673 965 | 70 321 696 965 | 8 586 645 841 | 61 735 051 124 | 8 550 287 908 | 12 | 6 293 429 713 | 5 951 896 337 | 8 | 5 951 041 537 | 5 875 969 607 | 75 071 930 |
| Dépenses de fonctionnement | 5 779 778 000 | 0 | 0 | 0 | 5 779 778 000 | 1 032 028 054 | 4 747 749 946 | 1 002 874 721 | 17 | 815 238 331 | 562 346 586 | 10 | 561 491 786 | 510 196 604 | 51 295 182 |
| Transferts courants | 37 823 245 000 | 0 | 0 | 0 | 37 823 245 000 | 5 188 951 801 | 32 634 293 199 | 5 188 951 801 | 14 | 5 188 951 801 | 5 188 951 801 | 14 | 5 188 951 801 | 5 188 951 801 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 17 756 000 000 | 0 | 289 000 000 | 1 763 673 965 | 19 808 673 965 | 2 365 665 986 | 17 443 007 979 | 2 358 461 386 | 12 | 289 239 581 | 200 597 950 | 1 | 200 597 950 | 176 821 202 | 23 776 748 |
| Transfert en capital | 6 775 000 000 | 0 | 0 | 135 000 000 | 6 910 000 000 | 0 | 6 910 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction | 7 085 241 000 | 0 | 0 | 0 | 7 085 241 000 | 2 372 295 651 | 4 712 945 349 | 2 271 225 649 | 32 | 2 220 223 715 | 2 220 223 715 | 31 | 2 208 225 684 | 2 206 947 968 | 1 277 716 |
| Dépenses de fonctionnement | 669 341 000 | 0 | 0 | 0 | 669 341 000 | 48 501 934 | 620 839 066 | 48 501 934 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transferts courants | 1 599 900 000 | 0 | 0 | 0 | 1 599 900 000 | 0 | 1 599 900 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 316 000 000 | 0 | 0 | 0 | 316 000 000 | 123 793 717 | 192 206 283 | 22 723 715 | 7 | 20 223 715 | 20 223 715 | 6 | 8 225 684 | 6 947 968 | 1 277 716 |
| Transfert en capital | 4 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 4 500 000 000 | 2 200 000 000 | 2 300 000 000 | 2 200 000 000 | 49 | 2 200 000 000 | 2 200 000 000 | 49 | 2 200 000 000 | 2 200 000 000 | 0 |
| 56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable | 9 723 671 000 | 0 | 25 000 000 | 30 000 000 | 9 778 671 000 | 1 533 144 683 | 8 245 526 317 | 1 461 812 149 | 15 | 1 244 559 465 | 1 240 552 808 | 13 | 1 100 528 143 | 1 000 218 546 | 100 309 597 |
| Dépenses de fonctionnement | 2 178 974 000 | 0 | 0 | 0 | 2 178 974 000 | 374 760 975 | 1 804 213 025 | 341 254 288 | 16 | 243 086 769 | 241 214 689 | 11 | 224 761 985 | 197 732 536 | 27 029 449 |
| Transferts courants | 544 697 000 | 0 | 25 000 000 | 0 | 569 697 000 | 147 064 250 | 422 632 750 | 147 064 250 | 26 | 147 064 250 | 147 064 250 | 26 | 147 064 250 | 147 064 250 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 5 118 000 000 | 0 | 0 | 0 | 5 118 000 000 | 575 069 458 | 4 542 930 542 | 537 243 611 | 10 | 418 158 446 | 416 023 869 | 8 | 292 451 908 | 219 171 760 | 73 280 148 |
| Transfert en capital | 1 882 000 000 | 0 | 0 | 30 000 000 | 1 912 000 000 | 436 250 000 | 1 475 750 000 | 436 250 000 | 23 | 436 250 000 | 436 250 000 | 23 | 436 250 000 | 436 250 000 | 0 |
| 58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance | 7 245 069 000 | 0 | 76 800 000 | 240 659 356 | 7 562 528 356 | 1 547 482 641 | 6 015 045 715 | 1 283 482 641 | 17 | 1 155 097 862 | 1 154 194 191 | 15 | 1 136 510 870 | 1 119 240 220 | 17 270 650 |
| Dépenses de fonctionnement | 453 575 000 | 0 | 26 800 000 | 0 | 480 375 000 | 97 959 579 | 382 415 421 | 97 959 579 | 20 | 3 554 000 | 3 554 000 | 1 | 3 554 000 | 3 554 000 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :

2016

MOIS :

03-2016

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|------------------------|------------------------------------|------------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (15=13-14) |
| 58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance | 7 245 069 000 | 0 | 76 800 000 | 240 659 356 | 7 562 528 356 | 1 547 482 641 | 6 015 045 715 | 1 283 482 641 | 17 | 1 155 097 862 | 1 154 194 191 | 15 | 1 136 510 870 | 1 119 240 220 | 17 270 650 |
| Transferts courants | 1 096 494 000 | 0 | 50 000 000 | 0 | 1 146 494 000 | 547 032 000 | 599 462 000 | 283 032 000 | 25 | 283 032 000 | 283 032 000 | 25 | 283 032 000 | 283 032 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 2 491 000 000 | 0 | 0 | 240 659 356 | 2 731 659 356 | 108 533 062 | 2 623 126 294 | 108 533 062 | 4 | 74 553 862 | 73 650 191 | 3 | 55 966 870 | 38 696 220 | 17 270 650 |
| Transfert en capital | 3 204 000 000 | 0 | 0 | 0 | 3 204 000 000 | 793 958 000 | 2 410 042 000 | 793 958 000 | 25 | 793 958 000 | 793 958 000 | 25 | 793 958 000 | 793 958 000 | 0 |
| 59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et | 14 601 206 000 | 0 | 0 | 620 717 778 | 15 221 923 778 | 1 425 546 290 | 13 796 377 488 | 1 425 546 290 | 9 | 1 382 097 489 | 1 377 051 611 | 9 | 1 148 842 892 | 1 063 682 285 | 85 160 607 |
| Dépenses de fonctionnement | 6 020 321 000 | 0 | 0 | 0 | 6 020 321 000 | 727 526 567 | 5 292 794 433 | 727 526 567 | 12 | 684 077 766 | 679 031 888 | 11 | 451 456 276 | 369 609 821 | 81 846 455 |
| Transferts courants | 1 431 885 000 | 0 | 0 | 0 | 1 431 885 000 | 670 977 000 | 760 908 000 | 670 977 000 | 47 | 670 977 000 | 670 977 000 | 47 | 670 977 000 | 670 977 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 3 889 000 000 | 0 | 0 | 620 717 778 | 4 509 717 778 | 27 042 723 | 4 482 675 055 | 27 042 723 | 1 | 27 042 723 | 27 042 723 | 1 | 26 409 616 | 23 095 464 | 3 314 152 |
| Transfert en capital | 3 260 000 000 | 0 | 0 | 0 | 3 260 000 000 | 0 | 3 260 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 60 - Charges non Réparties | 207 946 905 000 | 0 | -25 433 661 292 | 0 | 182 513 243 708 | 20 450 545 645 | 162 062 698 063 | 20 423 545 645 | 11 | 20 398 815 645 | 20 398 815 645 | 11 | 20 397 052 418 | 18 755 235 732 | 1 641 816 686 |
| Dépenses de fonctionnement | 124 888 465 000 | 0 | -13 638 585 722 | 0 | 111 249 879 278 | 10 507 165 593 | 100 742 713 685 | 10 480 165 593 | 9 | 10 455 435 593 | 10 455 435 593 | 9 | 10 453 672 366 | 8 811 855 680 | 1 641 816 686 |
| Transferts courants | 57 758 440 000 | 0 | 0 | 0 | 57 758 440 000 | 9 943 380 052 | 47 815 059 948 | 9 943 380 052 | 17 | 9 943 380 052 | 9 943 380 052 | 17 | 9 943 380 052 | 9 943 380 052 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 25 300 000 000 | 0 | -11 795 075 570 | 0 | 13 504 924 430 | 0 | 13 504 924 430 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62 - Ministère de l'Elevage et des Productions Animales | 6 855 450 000 | 0 | 229 000 000 | 0 | 7 084 450 000 | 277 695 042 | 6 806 754 958 | 277 695 042 | 4 | 240 735 216 | 239 958 213 | 3 | 221 572 774 | 194 722 888 | 26 849 886 |
| Dépenses de fonctionnement | 833 808 000 | 0 | 0 | 0 | 833 808 000 | 38 489 826 | 795 318 174 | 38 489 826 | 5 | 11 490 000 | 11 490 000 | 1 | 11 490 000 | 11 400 000 | 90 000 |
| Transferts courants | 279 596 000 | 0 | 0 | 0 | 279 596 000 | 125 227 000 | 154 369 000 | 125 227 000 | 45 | 125 227 000 | 125 227 000 | 45 | 125 227 000 | 125 227 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 2 477 046 000 | 0 | 0 | 0 | 2 477 046 000 | 113 978 216 | 2 363 067 784 | 113 978 216 | 5 | 104 018 216 | 103 241 213 | 4 | 84 855 774 | 58 095 888 | 26 759 886 |
| Transfert en capital | 3 265 000 000 | 0 | 229 000 000 | 0 | 3 494 000 000 | 0 | 3 494 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 63 - Ministère des Postes et des Télécommunications | 2 430 456 000 | 0 | 0 | 0 | 2 430 456 000 | 31 513 474 | 2 398 942 526 | 31 513 474 | 1 | 25 318 000 | 25 318 000 | 1 | 25 318 000 | 24 068 000 | 1 250 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 280 456 000 | 0 | 0 | 0 | 280 456 000 | 28 013 474 | 252 442 526 | 28 013 474 | 10 | 25 318 000 | 25 318 000 | 9 | 25 318 000 | 24 068 000 | 1 250 000 |
| Transferts courants | 1 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 1 300 000 000 | 0 | 1 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :**2016****MOIS :****03-2016**

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|----------|--------------------|------------------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------|--------------------|
| | Budget | LFI | Variation LFR | Virements ou ouvertures de crédits | Reports de crédits | Autorisation d'Engagement | Crédits Réservés | Disponible | Total Engagé | Taux (8=(9/5)*100) | Montant Liquidé | Montant Ordonné | Taux (12=(11/5)*100) | Montant Pris en charge | Montant Payé |
| | (1) | (2) | (3) | (4) | (5=1+2+3+4) | (6) | (7=5-6) | (8) | | (10) | (11) | | (13) | (14) | (15=13-14) |
| 63 - Ministère des Postes et des Télécommunications | 2 430 456 000 | 0 | 0 | 0 | 2 430 456 000 | 31 513 474 | 2 398 942 526 | 31 513 474 | 1 | 25 318 000 | 25 318 000 | 1 | 25 318 000 | 24 068 000 | 1 250 000 |
| Investissements exécutés par l'état | 350 000 000 | 0 | 0 | 0 | 350 000 000 | 3 500 000 | 346 500 000 | 3 500 000 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 500 000 000 | 0 | 500 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 65 - Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de | 53 572 129 000 | 0 | 0 | 50 000 000 | 53 622 129 000 | 4 276 808 536 | 49 345 320 464 | 4 276 558 536 | 8 | 4 264 560 612 | 4 264 235 612 | 8 | 4 258 637 500 | 4 253 737 500 | 4 900 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 177 129 000 | 0 | 0 | 0 | 177 129 000 | 30 561 214 | 146 567 786 | 30 311 214 | 17 | 21 313 290 | 21 313 290 | 12 | 21 313 290 | 21 313 290 | 0 |
| Transferts courants | 23 361 000 000 | 0 | 0 | 0 | 23 361 000 000 | 137 000 000 | 23 224 000 000 | 137 000 000 | 1 | 137 000 000 | 137 000 000 | 1 | 137 000 000 | 137 000 000 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 634 000 000 | 0 | 0 | 0 | 634 000 000 | 59 247 322 | 574 752 678 | 59 247 322 | 9 | 56 247 322 | 55 922 322 | 9 | 50 324 210 | 45 424 210 | 4 900 000 |
| Transfert en capital | 29 400 000 000 | 0 | 0 | 50 000 000 | 29 450 000 000 | 4 050 000 000 | 25 400 000 000 | 4 050 000 000 | 14 | 4 050 000 000 | 4 050 000 000 | 14 | 4 050 000 000 | 4 050 000 000 | 0 |
| 68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement | 23 342 803 000 | 0 | 430 000 000 | 3 668 721 226 | 27 441 524 226 | 648 337 260 | 26 793 186 966 | 611 436 620 | 2 | 96 639 676 | 96 639 676 | 0 | 95 014 676 | 65 014 676 | 30 000 000 |
| Dépenses de fonctionnement | 308 981 000 | 0 | 0 | 0 | 308 981 000 | 59 877 019 | 249 103 981 | 59 877 019 | 19 | 33 250 000 | 33 250 000 | 11 | 33 250 000 | 33 250 000 | 0 |
| Transferts courants | 1 493 822 000 | 0 | 25 000 000 | 0 | 1 518 822 000 | 0 | 1 518 822 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 6 375 000 000 | 0 | 0 | 375 721 226 | 6 750 721 226 | 588 460 241 | 6 162 260 985 | 551 559 601 | 8 | 63 389 676 | 63 389 676 | 1 | 61 764 676 | 31 764 676 | 30 000 000 |
| Transfert en capital | 15 165 000 000 | 0 | 405 000 000 | 3 293 000 000 | 18 863 000 000 | 0 | 18 863 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche | 135 699 918 000 | 0 | 250 000 000 | 2 398 752 710 | 138 348 670 710 | 45 284 147 901 | 93 064 522 809 | 45 193 147 901 | 33 | 45 097 884 109 | 45 097 884 109 | 33 | 44 647 692 323 | 44 023 677 721 | 624 014 602 |
| Dépenses de fonctionnement | 2 720 972 000 | 0 | 0 | 0 | 2 720 972 000 | 82 280 892 | 2 638 691 108 | 81 280 892 | 3 | 31 892 500 | 31 892 500 | 1 | 31 892 500 | 31 892 500 | 0 |
| Transferts courants | 113 333 946 000 | 0 | 0 | 0 | 113 333 946 000 | 44 879 219 833 | 68 454 726 167 | 44 789 219 833 | 40 | 44 789 219 833 | 44 789 219 833 | 40 | 44 339 219 833 | 43 816 112 833 | 523 107 000 |
| Investissements exécutés par l'état | 8 180 000 000 | 0 | 0 | 198 752 710 | 8 378 752 710 | 47 647 176 | 8 331 105 534 | 47 647 176 | 1 | 1 771 776 | 1 771 776 | 0 | 1 579 990 | 672 388 | 907 602 |
| Transfert en capital | 11 465 000 000 | 0 | 250 000 000 | 2 200 000 000 | 13 915 000 000 | 275 000 000 | 13 640 000 000 | 275 000 000 | 2 | 275 000 000 | 275 000 000 | 2 | 275 000 000 | 175 000 000 | 100 000 000 |
| 82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et | 17 202 188 000 | 0 | 0 | 0 | 17 202 188 000 | 1 162 179 250 | 16 040 008 750 | 1 162 179 250 | 7 | 1 159 179 250 | 1 159 179 250 | 7 | 1 159 179 250 | 1 159 179 250 | 0 |
| Dépenses de fonctionnement | 165 110 000 | 0 | 0 | 0 | 165 110 000 | 19 735 000 | 145 375 000 | 19 735 000 | 12 | 16 735 000 | 16 735 000 | 10 | 16 735 000 | 16 735 000 | 0 |
| Transferts courants | 6 337 078 000 | 0 | 0 | 0 | 6 337 078 000 | 692 444 250 | 5 644 633 750 | 692 444 250 | 11 | 692 444 250 | 692 444 250 | 11 | 692 444 250 | 692 444 250 | 0 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)



SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE NIVEAU CENTRAL (Hors Délégations)

GESTION :

2016

MOIS :

03-2016

à la date du 31/03/16

| IMPUTATION | AUTORISATION D'ENGAGEMENT | | | | | PHASE ENGAGEMENT | | | | PHASE ORDONNANCEMENT | | | PHASE PAIEMENT | | |
|--|---------------------------|------------|-------------------------|--|------------------------------|---|--------------------------|------------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| | Budget | LFI (1) | Variation LFR (2) | Virements ou ouvertures de crédits (3) | Reports de crédits (4) | Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4) | Crédits Réservés (6) | Disponible (7=5-6) | Total Engagé (8) | Taux (8= (9/5)* 100 | Montant Liquidé (10) | Montant Ordonné (11) | Taux (12= (11/5)* 100 | Montant Pris en charge (13) | Montant Payé (14) |
| 82 - Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et Investissements exécutés par l'état | 17 202 188 000 | 0 | 0 | 0 | 17 202 188 000 | 1 162 179 250 | 16 040 008 750 | 1 162 179 250 | 7 | 1 159 179 250 | 1 159 179 250 | 7 | 1 159 179 250 | 1 159 179 250 | 0 |
| Investissements exécutés par l'état | 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 300 000 000 | 0 | 300 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Transfert en capital | 10 400 000 000 | 0 | 0 | 0 | 10 400 000 000 | 450 000 000 | 9 950 000 000 | 450 000 000 | 4 | 450 000 000 | 450 000 000 | 4 | 450 000 000 | 450 000 000 | 0 |
| | 1 378 225 110 000 | 0 | -15 731 380 | 31 809 004 499 | 1 410 018 383 119 | 278 991 814 387 | 1 131 026 568 732 | 272 064 123 305 | 19 | 255 816 724 218 | 255 059 140 733 | 18 | 237 899 708 160 | 205 916 022 456 | 31 983 685 704 |

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis)

Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP)

Edité le : 25-AVR. -16 11:49:33

Pour Toute Information Complémentaire, veuillez-vous adresser à l'Administrateur du SIGFIP